

Développer la stratégie alimentaire de votre communauté

Une trousse à outils de Réseau Communauté des aliments - Food Communities Network (RCN-FCN)

Version 1 - Octobre 2021

Rédition - Janvier 2026



Réseau
Communautés
Nourricières



Food
Communities
Network

Joignez-vous à cette trousse d'outils !

La recherche et le développement en matière de stratégie alimentaire constituent un processus continu et en constante évolution.

Ce document est évolutif : si vous êtes au courant de nouvelles stratégies publiées depuis 2021, veuillez les partager afin qu'elles soient incluses dans cette analyse et que nous puissions mettre en lumière l'excellent travail accompli dans nos communautés.

Veillez envoyer votre courriel à info@justfood.ca

Ensemble, on peut aller plus loin et plus vite pour bâtir une vraie résilience alimentaire pour tous.

Nous espérons que cette boîte à outils suscitera des discussions et des actions en faveur de systèmes alimentaires plus durables, résilients et justes.

Équipe de rédaction

Monika Korzun - Coordinatrice du réseau FCN-RCN

Diana Johnson - Membre de l'équipe des connecteurs FCN-RCN

Moe Garahan - Coordinateur des partenariats FCN-RCN

Le FCN-RCN est hébergé par [Alimentation juste](#), avec le soutien du [Réseau terrain d'entente](#).

UN GRAND MERCI!

Merci à TOUTES les personnes, rémunérées ou non, qui ont participé à l'élaboration des stratégies alimentaires de leur communauté et qui les ont rendues accessibles au public. Votre travail est une source d'inspiration pour d'autres communautés, leur donnant la motivation de continuer à travailler vers des systèmes alimentaires justes, durables et résilients qui nous nourrissent tous.

Les communautés ont un impact significatif sur la création de changements transformateurs.

Communities do have a significant impact on creating transformative change.

Un grand merci aussi aux personnes suivantes :

Chercheuses :

- Dr. Amanda Wilson - Université Saint-Paul - pour avoir engagé ses étudiants chercheurs.
- Jennifer Bruce, Bukola Olawego and Mohamad El Jabi - Université Saint-Paul - pour leur travail sur l'annexe A.
- Fleur Esteron - Université Carleton - pour la finalisation de l'annexe A.

Chercheuse-rédactrice :

- Kirsti Tasala - Université Lakehead - pour la recherche et la rédaction contribuant aux sections 2 et 4.

Traductrices: Amélie Lévesque, Juliette Clochard - Réseau pour une alimentation durable.

Graphiste: Rachel Cheng - Consultante

Soutien:

Merci à toute l'équipe du Centre d'action de Maple Leaf pour la sécurité alimentaire pour leur continuel soutien financier et stratégique.



Merci à toute l'équipe de MakeWay. FCN-RCN est un projet sur la plateforme partagée de MakeWay, qui offre de l'appui au niveau des opérations, de la gouvernance et de l'expertise en bienfaisance.

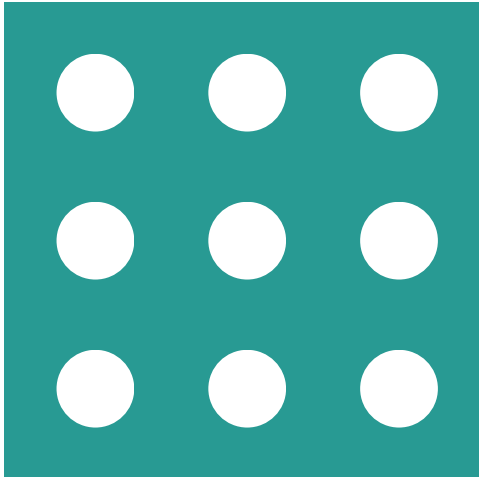


Contribuez à cette trousse à outils !

La recherche et le développement de stratégies alimentaires est un processus continu et en constante évolution. Prenons le temps de continuer à partager notre travail à travers nos communautés, afin d'avancer plus vite pour construire une véritable résilience alimentaire pour tous. Veuillez les partager avec l'équipe (info@fcn-rcn.ca) et nous les ajouterons de façon continue.

Nous espérons que cette trousse à outils suscitera des discussions et des actions pour des systèmes alimentaires plus durables, résilients et justes.

À propos de la trousse à outils



L'objectif principal de cette trousse à outils est d'aider chaque communauté d'un bout à l'autre du pays à développer et à utiliser une stratégie alimentaire complète.



Cette trousse à outils fournit des conseils sur l'élaboration d'une nouvelle stratégie ou le renouvellement de stratégies existantes ou obsolètes. Il fournit également des conseils sur la façon de suivre et d'évaluer le travail effectué par les communautés ou les groupes de politique alimentaire à travers les territoires autochtones/le Canada.

Cette trousse à outils a été rédigée sur la base des hypothèses suivantes :

- L'insécurité alimentaire est un problème croissant d'un océan à l'autre.
- Toutes les communautés ne vivent pas l'insécurité alimentaire de la même manière.
- Le racisme, la discrimination basée sur la couleur et le colonialisme déterminent qui a accès à la terre et qui peut accéder à la nourriture.
- Nos systèmes alimentaires doivent changer en profondeur pour préserver la santé humaine et planétaire.
- Chaque communauté a le droit de définir ses propres priorités.

À quoi sert cette trousse à outils ?

La trousse à outils pour une stratégie alimentaire a les objectifs suivants :

1. Mettre en évidence un large éventail de politiques et de programmes alimentaires mis en place d'un océan à l'autre, à titre d'inspiration.
2. Offrir aux communautés et aux GPA des cadres utiles, des pratiques et des leçons apprises, à l'échelle régionale et internationale, qui aideront les GPA à élaborer/adapter des stratégies alimentaires inclusives, complètes et justes.
3. Encourager toutes les communautés d'un océan à l'autre à développer/adapter des stratégies alimentaires d'ici l'été 2023 et faire signer par les responsables de votre communauté le Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan.

Cette trousse à outils comprend :

1. Une gamme de cadres, de lignes directrices et d'outils que les collectivités peuvent utiliser pour élaborer ou améliorer des stratégies alimentaires.
2. Une liste de stratégies alimentaires élaborées par des communautés et des groupes de politique alimentaire à travers le pays, compilée uniquement dans les langues fournies par chaque communauté (Annexe A). Cette liste peut être utilisée comme référence et comme moyen de faire un suivi auprès de la communauté en question.
3. Une analyse de la façon dont les stratégies alimentaires d'un bout à l'autre du pays s'inscrivent dans les thèmes fondamentaux du Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan, en encourageant toutes les communautés à évaluer leur travail en fonction de cette norme internationale reconnue pour le palier inférieur, celui de la communauté (lien vers une feuille Excel qui peut être téléchargée et utilisée dans votre communauté comme point de départ).

La stratégie alimentaire de votre communauté est unique

La trousse à outils contient des outils et des cadres de travail jugés utiles et applicables aux communautés des territoires autochtones/du Canada.

Il est important de noter que chaque stratégie alimentaire est unique. Les contextes démographique, social, culturel, politique, économique et écologique de votre communauté doivent être pris en compte lors de l'élaboration des stratégies alimentaires. Toutes les stratégies et tous les programmes devront être adaptés aux communautés et aux territoires de chacun. Les actions recommandées sont décrites de manière générale afin de permettre aux communautés alimentaires de s'inspirer de ce que d'autres ont fait et d'en faire l'adaptation.

En tant qu'expert de votre communauté, il est important d'utiliser une approche qui favorise le consensus et reflète fidèlement les besoins des résidents.

Bien que différents cadres et outils permettant d'établir des priorités soient proposés dans cette trousse à outils, il est important de reconnaître qu'il existe différentes façons de savoir et d'apprendre. L'objectif général des stratégies alimentaires est de faire évoluer les systèmes alimentaires. C'est à vous et à votre communauté de définir comment vous allez mettre en œuvre les changements décrits dans votre stratégie alimentaire. N'hésitez pas à utiliser les sections de la trousse à outils qui vous semblent les plus pertinentes et dans l'ordre qui vous convient le mieux.

Terminologie utilisée

Bien que différents termes soient définis tout au long de la trousse à outils, nous souhaitons discuter de ces quatre termes principaux :

- **Groupes de politique alimentaire (GPA) :** est utilisé par FCN-RCN pour désigner un groupe ou un réseau formel ou informel de résidents, d'organismes à but non lucratif, d'entreprises et d'organes directeurs qui se réunissent pour s'attaquer activement aux problèmes liés au système alimentaire, principalement par le biais de politiques ou de programmes au niveau local ou de la communauté. Les GPA portent de nombreux noms, notamment conseils de politique alimentaire, coalitions alimentaires, comités du système alimentaire, alliances pour les systèmes alimentaires, réseaux alimentaires, initiatives de justice alimentaire, etc. Nous utilisons le terme plus large de GPA pour couvrir tout cela.
- **Communautés :** Dans le réseau FCN-RCN, nous utilisons le terme " communautés " pour désigner les niveaux de gouvernance secondaires, que ce soit une bande, une ville, une municipalité, un canton, un comté, un territoire, une région, etc. Bien que les GPA s'intéressent également aux questions de politique à d'autres niveaux de gouvernement qui ont un impact sur eux, les GPA auxquels il est fait référence dans le réseau FCN-RCN sont enracinés dans la politique et ont un impact sur celle-ci en grande partie à l'échelle de la communauté.
- **Territoires autochtones/Canada :** Le langage et le concept de la géographie comme Territoires autochtones/Canada sont utilisés par le FCN-RCN en reconnaissance de la co-gouvernance des terres par les gouvernements autochtones et les colons/Canadiens. Bien que le réseau comprenne des acteurs autochtones travaillant au sein de communautés autochtones et de colons, ce terme ne signifie pas que le FCN-RCN prend le leadership en matière de souveraineté alimentaire autochtone, car nous cherchons à apprendre continuellement du leadership autochtone et à nous y référer. Le FCN-RCN reconnaît les manifestations historiques et actuelles du colonialisme, du racisme et de la suprématie blanche dans nos systèmes alimentaires. L'équipe de soutien du FCN-RCN s'engage à faire avancer ce travail de manière à mettre en lumière et à contester le colonialisme, les injustices raciales et les autres formes de discrimination.
- **Stratégie alimentaire :** Un plan approuvé qui aide les gouvernements locaux et les communautés à intégrer un éventail complet de problématiques liées aux systèmes alimentaires dans un cadre politique unique, adapté à leur juridiction et à leurs rôles. Les stratégies alimentaires comprennent un large éventail de politiques et de programmes alimentaires et ont des formats différents, mais elles visent toutes à intégrer, coordonner et transformer les systèmes alimentaires au niveau local pour atteindre des objectifs communs d'équité, de résilience alimentaire des communautés et de durabilité. Les stratégies alimentaires sont plus que de simples rapports ou une série de recommandations. Elles concernent des actions qui vont au-delà d'une simple liste de choses à faire, et qui changent et évoluent constamment en fonction des nouvelles priorités.

À propos du FCN-RCN

Food Communities Network – Réseau Communautés Nourricières (FCN-RCN) encourage le partage d'idées, de connaissances, d'outils et d'expérience en vue de renforcer la résilience alimentaire et d'enrayer l'insécurité alimentaire en rassemblant un grand nombre de communautés diverses, d'un océan à l'autre, en français et en anglais.

Le FCN-RCN permet d'établir des liens entre quatre groupes principaux d'acteurs qui travaillent à des solutions communautaires dans leurs villes/municipalités/régions/territoires, qu'ils soient grands, petits, ruraux ou éloignés :

- Groupes de politique alimentaire (GPA)* travaillant au niveau local (informel ou formel)
- Les dirigeants et le personnel des tables de gouvernance autochtones et des colons
- Travailleurs de la santé publique
- Groupes communautaires, sans but lucratif, à vocation sociale, travaillant sur des questions plus larges de système alimentaire et/ou de gouvernance.

Afin de renforcer la résilience de l'ensemble des communautés et de réduire l'insécurité alimentaire, l'un des principaux objectifs du FCN-RCN est d'aider chaque communauté des territoires autochtones/du Canada à se doter d'une stratégie alimentaire nouvelle ou actualisée. Nous croyons que cela est essentiel pour atteindre des objectifs plus larges et globaux.

**Pour plus d'informations et pour devenir membre,
veuillez consulter le site fcm-rcn.ca/fr/**

Reconnaissance de notre responsabilité :

Le FCN-RCN reconnaît que la terre sur laquelle nous vivons a une histoire dévastatrice et continue d'être marquée par la colonisation, la discrimination et les inégalités. Cette histoire comprend le vol de terres, la destruction écologique, le racisme et le génocide. Le colonialisme se poursuit et la discrimination, les inégalités et l'injustice à l'égard des peuples autochtones perdurent aujourd'hui.

D'un océan à l'autre, nous reconnaissons le territoire ancestral et non cédé de tous les Inuits, Métis et membres des Premières nations qui vivent sur cette terre. La reconnaissance de l'histoire coloniale n'est qu'une étape dans un processus plus large de réconciliation entre les peuples autochtones et non autochtones. En tant que colons, quelle que soit la date de notre arrivée sur le territoire, nous devons reconnaître les préjudices et les erreurs du passé ainsi que les répercussions actuelles, et réfléchir à la manière dont nous pouvons aller de l'avant dans un esprit de réconciliation et de collaboration. En tant qu'organisation, nous nous engageons à approfondir notre compréhension des histoires et des cultures autochtones. Notre engagement à l'égard d'un apprentissage continu nous aidera à redéfinir nos responsabilités envers la terre et la communauté. Le langage utilisé dans ce rapport tente de reconnaître l'histoire coloniale et de faire état du désir sincère de contribuer à des relations respectueuses.

Table des matières

10 | Section 1: Cadres

Cadres généraux

L'approche des systèmes alimentaires

Cadre autochtone

Cadre d'équité

Cadres internationaux

Les Objectifs de développement durable (ODD)

Le Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan (MUFPP)

C40 cities - Réseau des systèmes alimentaires

Agenda alimentaire urbain

23 | Section 2: Outils communs

Guide alimentaire

Groupes de politique alimentaire

Chartes alimentaires / Énoncé de valeurs

Évaluations des systèmes alimentaires

Stratégie alimentaire

30 | Section 3: Le Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan comme cadre d'analyse

Gouvernance alimentaire

Régimes durables et nutrition

Équité sociale et économique

Production alimentaire Food production including urban rural linkages

Approvisionnement et distribution alimentaires

Prévention, réduction et gestion du gaspillage alimentaire

49 | Section 4: Astuces pour développer la stratégie alimentaire de votre communauté

59 | Annexe A - Compilation et analyse des politiques alimentaires d'un océan à l'autre liées aux thèmes centraux du MUFPP

60 | Annexe B - Références

Cadres

Cadres généraux



Définition

L'approche des systèmes alimentaires: Toutes les activités et tous les processus liés à la façon dont les gens produisent, obtiennent, consomment et éliminent leur nourriture, y compris les intrants et les extrants nécessaires au fonctionnement du système. L'approche des systèmes alimentaires englobe le contexte social, politique, économique et environnemental de la production, de la distribution, de la consommation et l'élimination des aliments.



L'approche des systèmes alimentaires :

- va au-delà de la chaîne d'approvisionnement alimentaire.
- aborde et analyse les questions liées à l'alimentation de manière holistique.
- examine l'ensemble des processus, des institutions et des réglementations qui régissent la production, la distribution et la consommation des aliments, y compris au sein des collectivités locales, des écoles, des installations publiques, etc.
- examine l'alimentation dans des contextes sociaux, économiques, politiques et environnementaux.
- reconnaît l'interdépendance qui existe entre divers acteurs, activités et interactions.
- reconnaît que les choix des personnes qui mangent ne se font pas de façon déconnectée et sont influencés par des questions plus larges telles que l'emploi équitable, l'accès aux aliments, l'accès à la terre, les prix, la commercialisation et la littératie alimentaire.
- n'aborde pas les problèmes individuellement ou séparément des autres parties ou des autres acteurs du système alimentaire.

Par exemple, si nous voulons améliorer la santé des gens, nous examinerons les conditions externes qui ont un impact sur leurs choix alimentaires, comme leur accès social, physique et économique aux aliments de leur choix. Nous examinerons également les stratégies et les politiques de marketing qui encouragent les gens à acheter des aliments moins nutritifs.

Si nous voulons créer un changement, nous devons accepter que nos systèmes alimentaires sont complexes et que le travail doit être effectué de manière intégrée.

Nous devons relever plusieurs défis interconnectés en même temps.

Ainsi, non seulement le problème en question est traité, mais les défis du système alimentaire dans son ensemble sont également abordés.

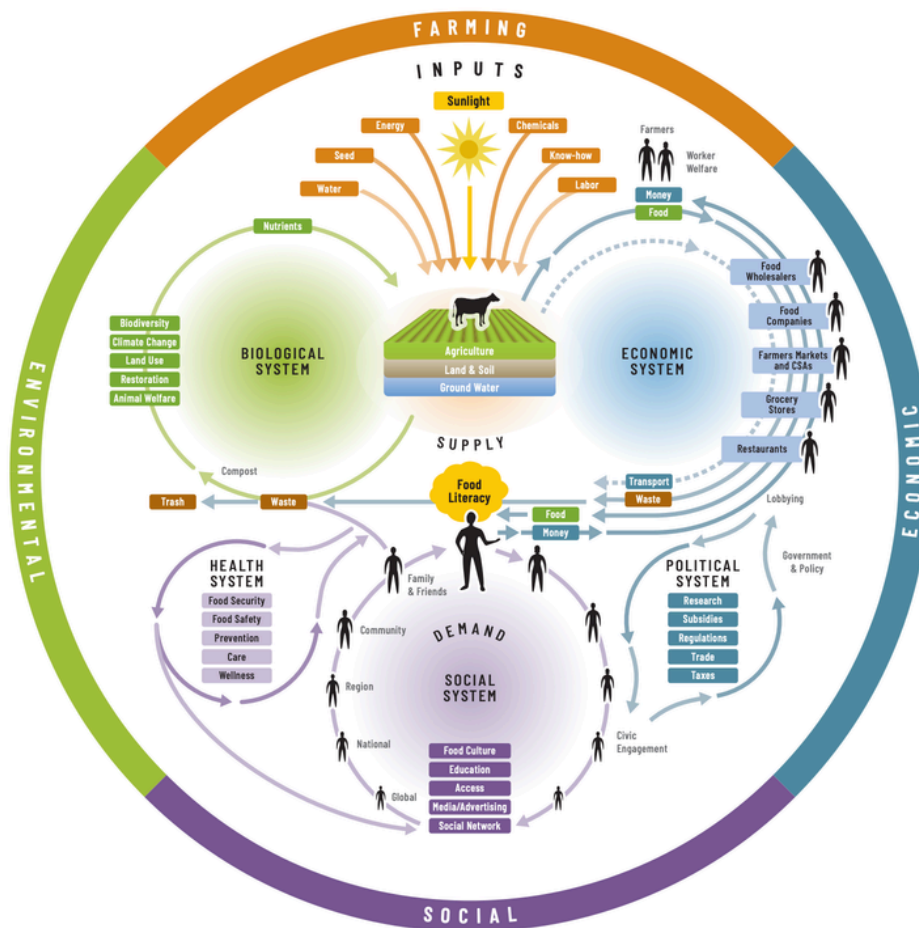


Image: [Carte du système alimentaire](#), gracieuseté de l'initiative Nourish. Copyright WordLink, tous droits réservés.

Cadre de la souveraineté alimentaire autochtone

Des informations et un webinaire seront disponibles pour cette section en 2022.

La souveraineté alimentaire autochtone est une approche spécifique pour aborder les problèmes sous-jacents auxquels sont confrontés les peuples autochtones. Elle affirme l'autodétermination pour développer des systèmes alimentaires culturellement pertinents.

Si vous êtes autochtone et que vous souhaitez entrer en contact avec des groupes dirigés par des autochtones qui travaillent sur divers aspects de la souveraineté alimentaire autochtone, mais que vous ne savez pas comment les joindre, veuillez contacter info@fcn-rcn.ca et nous pourrions vous mettre en contact avec des dirigeants autochtones d'un bout à l'autre du pays.

Si vous êtes autochtone, que vous menez des actions en faveur de la souveraineté alimentaire au sein de groupes exclusivement autochtones, ou dans le cadre de groupes/structures alliés aux colons, et que vous souhaitez être mis en relation avec d'autres autochtones travaillant dans d'autres communautés auxquelles nous pourrions nous référer, veuillez également contacter info@fcn-rcn.ca.

Cadre d'équité

Un cadre d'équité reconnaît que le système alimentaire est fondamentalement inéquitable et volatile. Il reconnaît que des individus, des personnes, des communautés, des régions et des pays différents ont une expérience différente du système alimentaire. Ce cadre reconnaît également que certains acteurs du système alimentaire bénéficient de la présence des inégalités, de la pauvreté et de la faim des autres.

Un système alimentaire équitable donne la priorité à la justice, à l'égalité et à l'équité. Le système alimentaire peut être un vecteur de changement positif, de cohésion sociale, de développement communautaire et de célébration de la diversité. Le démantèlement de divers types d'inégalités, notamment raciales, économiques et sociales, dans le système alimentaire nécessite des changements structurels, des changements de politiques et des solutions communautaires. Le travail sur l'équité exige un apprentissage continu et une auto-réflexion.

Le travail sur l'équité exige un apprentissage continu et une auto-réflexion.



Certains objectifs d'un cadre d'équité sont les suivants :


- L'utiliser comme une lentille pour informer le développement de stratégies, de processus et d'activités.
- Créer des espaces où les personnes qui ont été et continuent d'être défavorisées peuvent s'épanouir.
- Agir comme un miroir de notre propre travail, y compris la culture, les structures internes, les politiques et leurs impacts.
- Normaliser l'application d'un cadre d'équité.
- Rester concentré sur l'objectif de renforcer les capacités, le changement systémique et un monde où tous les gens sont des décideurs égaux et bénéficient équitablement du système alimentaire.


Étude de cas: Plan de souveraineté alimentaire noire de Toronto


Le conseil municipal de Toronto a approuvé le plan de souveraineté alimentaire noire de Toronto en réponse au besoin immédiat de s'attaquer à l'insécurité alimentaire des Torontois de race noire. Le Plan de souveraineté alimentaire noire de Toronto est un plan quinquennal dirigé par la communauté et soutenu par une équipe interdivisionnelle. Le plan vise à accroître l'accès à des aliments sains, abordables et culturellement appropriés, à s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et à renforcer la résilience des communautés noires.

Ce plan quinquennal est une initiative menée par la communauté et soutenue par la municipalité, appuyée par une équipe interdivisionnelle travaillant à la réalisation de trois objectifs principaux :

- Développer des initiatives soutenues par la ville et dirigées par des personnes noires, visant à résoudre les problèmes d'insécurité alimentaire qui touchent de manière disproportionnée les communautés noires.
- Identifier et fournir un soutien et un financement durables aux organisations alimentaires dirigées par des personnes noires, au service des personnes noires et mandatées par celles-ci, ainsi qu'aux infrastructures communautaires de souveraineté alimentaire des Noirs.
- Engager, aligner et tirer parti des stratégies et initiatives nouvelles et existantes de la Ville pour faire progresser le changement des systèmes et les objectifs communs afin d'obtenir des résultats en matière de souveraineté alimentaire des Noirs dans les quartiers à forte population noire.

 [Consultez le plan ici.](#)
(en anglais).

 [Vous trouverez ici la mise à jour de ce plan pour la première année](#)
(en anglais).

 [Trouvez la note d'information de la ville ici.](#) (en anglais).

Étude de cas : l'Université de l'État du Michigan

Mesure de l'équité raciale dans le système alimentaire de l'Université de l'État du Michigan (MSU) : Paramètres établis et suggérés

MSU a développé un cadre qui identifie les métriques liées à l'équité raciale dans le système alimentaire. Le rapport de la MSU présente un ensemble de mesures qui sont à la fois significatives et utiles et qui peuvent servir de base aux organisations communautaires pour développer ou suivre les progrès en matière d'équité raciale dans le système agroalimentaire. Les mesures sont divisées en quatre thèmes, qui incluent :

- Accès aux aliments
- Entreprises agricoles et alimentaires
- Travail dans la chaîne alimentaire
- Mouvement alimentaire

Il est important que les stratégies visent délibérément à promouvoir des résultats justes et équitables dans le système alimentaire. Mesurer le succès de la promotion de l'équité raciale dans le système alimentaire peut être une partie intégrante et fondamentale de votre stratégie. Envisagez d'utiliser le cadre du MSU à cette fin.

Extrait n° 1 du [cadre du MSU](#), p.6 (2018) :

NOTES OF CAUTION

<p>Racism is real but race is a social construct.</p> <p>There are no inherent or biological differences between races. Race is a social construct—it has changed over time and will continue to change. Because our society treats people of different races differently, lots of outcomes vary by race. When we see differences between races, we are seeing the result of current and historical injustices.</p>	<p>People are more than their race.</p> <p>While metrics broken down by race can provide a picture of inequities in the food system, categories of race obscure differences within races. These metrics should not be used to treat entire races of people homogenously. All of the metrics presented here should be considered in conjunction with intersectional analyses of inequities based also on factors such as immigration status, primary language, class, culture, and gender.</p>	<p>Isolated data points are not the whole story.</p> <p>Metrics data should be situated within people's actual lived experiences through qualitative data or other modes that show the ways in which the issue is experienced in people's lives.</p>	<p>Research can be a distraction.</p> <p>The extent and impact of racism is well-documented; it does not need to be proven further. Gathering data on these or other metrics should be used to inform action or hold ourselves accountable for action, but not as a stalling tactic for taking action.</p>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Ce cadre unique permet de documenter, de mesurer et d'examiner en profondeur l'intersection entre l'alimentation et la race, même dans des domaines tels que le mouvement alimentaire lui-même.

Extrait n°2 du [cadre du MSU](#), p.30 (2018):

FOOD MOVEMENT

Metric	Metric Purpose/Description	Example	Scale (granularity)	Unit of Analysis	Data Type	Data Source or Methodology	
78	Percentage of food movement organizations with policies to ensure representation by people of color in paid and/or leadership positions.	Measures how organizations in the food movement may serve communities of color but not adequately represent or empower people of color.	"Indeed, a 2013 survey of food justice organizations confirms that only 16% of respondents work for organizations that "have policies that ensure representation of community members in paid and/or leadership positions" yet 79% of respondents indicated that issues of racial, ethnic, socio-economic, gender, sexuality, political, and generational inequalities affect their organizations." ¹⁴⁴	105 surveys were collected from across the U.S.	Organization	Primary data	National survey of self-identified food justice organizations, recruited through emails, listservs, etc. ¹⁴⁵
79	Percentage of staff in leadership positions in food movement organizations, by race	Measures who holds power in influencing the direction of the food movement.	"Of the 13 organizations in the North East [sic] with a staff of 10–35, the leadership positions are 84% white to 16% people of color and their board members are 11% people of color and 89% white." ¹⁴⁶	36 interviews were conducted with leaders of community food organizations in New York and Massachusetts.	Worker	Primary data	Interviews with community food organizations ¹⁴⁷
80	Percentage of board members for food movement organizations, by race	Measures who holds power in influencing the direction of the food movement.		36 interviews were conducted with leaders of community food organizations in New York and Massachusetts.	Board member	Primary data	Interviews with community food organizations ¹⁴⁸

 [Cliquer ici pour le rapport complet du MSU.](#)

Étude de cas : PolicyLink

PolicyLink, un institut national de recherche et d'action aux États-Unis, a développé une ressource qui fournit aux communautés, aux activistes et aux autres acteurs du système alimentaire un cadre clair et réalisable pour faire progresser les systèmes alimentaires équitables à travers une optique de système alimentaire et de politique. Bien que les exemples soient basés aux États-Unis (principalement en Californie), les exemples fournis approfondissent notre compréhension des obstacles historiques et actuels à un système alimentaire plus juste et équitable.

La ressource est divisée en 5 secteurs clé du système alimentaire :

- Production
- Transformation
- Distribution
- Vente au détail
- Récupération, recyclage et déchets.



Pour plus de détails,
voir les liens suivants :

- [*Equitable Food Systems Resource Guide*](#)
- [*An Equitable Food System Brief*](#)

Chaque section comprend :

- une vue d'ensemble du secteur
- des exemples de politiques qui font progresser la justice et l'équité
- des efforts sur le terrain axés sur l'équité
- des ressources et outils supplémentaires que les communautés peuvent utiliser

Cadres internationaux

Les communautés, petites et grandes, sont en première ligne pour affronter les problèmes complexes et croisés de la faim, de l'insécurité alimentaire, de la pauvreté, des décisions en matière de territoire, de la qualité de l'eau, du logement et du développement, de la gestion des espaces verts, des impacts du changement climatique, du soutien aux entreprises et du renforcement des économies locales.

Plusieurs organismes internationaux s'attachent désormais à soutenir les villes/communautés dans leur rôle essentiel de première ligne dans le système alimentaire.

Vous trouverez ci-dessous quelques cadres, dont beaucoup sont accompagnés d'études de cas d'autres villes, dont vous pourrez vous inspirer pour élaborer votre propre stratégie alimentaire communautaire.

Objectifs de développement durable (ODD)

Les objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies ont été élaborés en 2015. Les ODD sont un canevas que les pays sont encouragés à adopter pour aider à résoudre une variété de problèmes autour de la pauvreté et des préoccupations environnementales, maintenant et à l'avenir.

Les ODD sont un appel à l'action entre tous les pays, avec de nombreux rôles à assumer pour les communautés.



Il y a 17 objectifs, chacun accompagné de cibles et d'indicateurs pour évaluer les progrès. Par exemple, l'ODD n°2, Faim Zéro, vise à éliminer la faim, à assurer la sécurité alimentaire, à améliorer la nutrition et à promouvoir l'agriculture durable.



L'ODD #2 comprend 8 cibles incluant :

- assurer l'accès de tous aux aliments
- mettre fin à toutes les formes de malnutrition
- doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires
- accroître les investissements dans la recherche agricole et les services de vulgarisation

Il y a 14 indicateurs au total, dont :

- la prévalence de la sous-alimentation
- le revenu moyen des petits producteurs alimentaires, par sexe et par statut autochtone
- le total des transferts officiels vers le secteur agricole

Les systèmes alimentaires sont essentiels pour atteindre les ODD. La réalisation des ODD est ambitieuse et les systèmes alimentaires offrent aux gouvernements (y compris les gouvernements locaux) la possibilité de répondre à de nombreux ODD en renforçant les systèmes alimentaires régionaux. De nombreux groupes de politique alimentaire ont utilisé les ODD comme guide pour développer les objectifs, les thèmes et les plans d'action. Les ODD axés sur des questions telles que la faim, la santé et le climat bénéficient directement d'une évolution vers un système alimentaire durable.

Cependant, le système alimentaire est également lié à d'autres ODD, y compris :

- ODD 1: Pas de pauvreté
- ODD 3: Bonne santé et bien-être
- ODD 5: Égalité entre les sexes
- ODD 8: Travail décent et croissance économique
- ODD 11: Villes et communautés durables
- ODD 12: Consommation et production responsables
- ODD 13: Changements climatiques
- ODD 16: Paix, justice et institution efficaces et
- ODD 17: Partenariats pour la réalisation des objectifs



L'ODD 8 : Travail décent et croissance économique, est extrêmement pertinent dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, reconnus pour le travail souvent à salaire minimum et les conditions de travail dangereuses. Il est nécessaire de mettre l'accent sur le travail décent pour améliorer les conditions de travail au sein du système agroalimentaire, notamment dans les usines de transformation, les boucheries, le commerce de détail et les services alimentaires. Les systèmes alimentaires peuvent créer des emplois décents, renforcer les économies locales et contribuer de manière significative à la croissance économique et aux moyens de subsistance durables.

Le renforcement des liens entre les zones rurales et les zones urbaines, l'investissement et l'autonomisation des populations rurales, des petits agriculteurs, des pêcheurs et des forestiers, des femmes rurales, des jeunes ruraux et des populations autochtones peuvent avoir des effets à long terme sur la production alimentaire et les systèmes alimentaires dans leur ensemble.

Comment les communautés peuvent-elles soutenir l'ODD 8 et aider à construire un système alimentaire plus résilient ?

- en soutenant le développement d'infrastructures agroalimentaires, afin d'aider les petits agriculteurs à créer des produits à valeur ajoutée et à diversifier leur production et leurs revenus
- en élaborant des politiques incitatives et en investissant dans des fermes d'incubations et d'autres outils pour aider les jeunes à se lancer en agriculture, ce qui pourrait réduire l'exode rural des jeunes
- en encourageant la participation des agriculteurs et des producteurs à des associations, des réseaux et des coopératives qui peuvent les aider à accéder à davantage de ressources et de connaissances.



Pour plus d'informations sur les objectifs de développement durable des Nations unies, [cliquez ici](#).

Étude de cas: Toronto

La stratégie alimentaire de Toronto est un excellent exemple de la façon de mettre en œuvre les ODD. Le tableau ci-dessous résume la façon dont les ODD sont utilisés dans la stratégie alimentaire de Toronto.

ODD	Thème	Indicateurs dans la Stratégie alimentaire de Toronto
ODD 2: Faim Zéro	Programmes d'aide alimentaire	Nombre de programmes d'aide alimentaire
	Infrastructure physique et accès	Nombre de cuisines communautaires
	Agriculture durable	Nombre de projets d'agriculture urbaine utilisant des pratiques d'arrosage efficaces
ODD 3: Bonne santé et bien-être	Alimentation et mode de vie sains	Nombre de personnes participant à l'agriculture urbaine; Temps consacré aux activités d'agriculture urbaine
ODD 4: Éducation de qualité	Un environnement d'apprentissage efficace	Nombre d'étudiants servis par jour dans le cadre de programmes de nutrition pour les étudiants; Nombre de sites offrant des programmes de nutrition pour les étudiants.
	Des compétences et des formations adaptées à l'emploi	Nombre de programmes d'agriculture urbaine offrant une formation pour développer des compétences liées à l'emploi ; Nombre de types de compétences enseignées par les projets d'agriculture urbaine
ODD 6: Eau propre et assainissement	Sources potentielles de pollution de l'eau	Nombre de projets d'agriculture urbaine utilisant des méthodes biologiques de lutte contre les parasites.
	Pratiques de prévention	Nombre de projets d'agriculture urbaine qui collectent l'eau de pluie
ODD 8: Travail décent et croissance économique	Des entreprises prospères	Nombre d'incubateurs d'entreprises alimentaires
	Marché	Revenus totaux générés par la vente d'aliments cultivés par l'agriculture urbaine
	Chaînes d'approvisionnement courtes	Nombre de producteurs d'agriculture urbaine complétant leur revenu par la vente de produits ; Nombre de coopératives alimentaires ; Nombre de programmes de boîtes alimentaires à l'échelle de la ville ; Nombre de festivals alimentaires
ODD 9: Industrie, innovation et infrastructure	Production	Nombre d'installations d'agriculture urbaine différentes ; Nombre de personnes qui attendent pour accéder aux programmes et parcelles d'agriculture urbaine.
	Vente au détail	Nombre de marchés de producteurs.
ODD 11: Villes et communautés durables	Leadership	Pourcentage de personnes marginalisées représentées dans des rôles de direction ou de décision ; Nombre de participants à l'agriculture urbaine occupant des rôles de direction.
	Cohésion sociale	Nombre de personnes issues de communautés marginalisées employées dans l'agriculture urbaine; Nombre d'occasions pour des personnes diverses de travailler ou de socialiser ensemble.

Continué sur la prochaine page.

ODD	Thème	Indicateurs dans la Stratégie alimentaire de Toronto
ODD 13: Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques	Infrastructures vertes productives	Nombre de terrains inutilisés ou sous-utilisés mis en production alimentaire; nombre de types différents d'agriculture urbaine pratiqués.
ODD 14: Vie aquatique	ODD 14: Vie aquatique	Ampleur des activités de sensibilisation et d'éducation à la consommation responsable de poisson dans la ville.
ODD 15: Vie terrestre	Sols en santé	Nombre de projets d'agriculture urbaine utilisant des amendements organiques du sol
	Biodiversité	Nombre de projets d'agriculture urbaine qui cultivent des plantes autochtones ou pollinisatrices ; Nombre de produits cultivés par les projets d'agriculture urbaine
ODD 17: Partenariats pour la réalisation des objectifs	Structure organisationnelle	Nombre d'agences alimentaires communautaires ; Nombre de différents types d'organisations d'agriculture urbaine ; Pourcentage de personnes dans les types de programmes d'agriculture urbaine ; Nombre de collaborations formées par des projets d'agriculture urbaine ; Durée des collaborations
	Participation	Nombre de personnes participant à l'agriculture urbaine dans différents rôles ; nombre de projets d'agriculture urbaine disposant de listes d'attente
	Mise en œuvre	Nombre d'objectifs organisationnels ou de programmes atteints grâce aux collaborations

Source: Ce tableau est un résumé de la recherche effectuée par Ilieva, R.T. (2017). Urban food system strategies: A promising tool for implementing the SDGs in practice. Sustainability 9(10), 1707-1742.

Le Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan (MUFFP)

L'un des exemples mondiaux les plus marquants d'un cadre de politiques alimentaires communautaires est le Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan (MUFFP).

Ce cadre a été développé à partir des travaux visant à appuyer le [Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan \(MUFFP\)](#) (en anglais), un engagement publié en 2015 pour que les villes du monde entier développent des systèmes alimentaires durables et résilients.



En 2014, le maire de Milan a lancé un accord international visant à résoudre les problèmes liés à l'alimentation dans les centres urbains. L'objectif est qu'un maximum de collectivités signent et adoptent cet accord. La signature de ce pacte n'est pas qu'une simple déclaration : c'est un outil concret permettant aux villes d'élaborer des stratégies, des politiques et des programmes en matière d'alimentation.

Six villes des Territoires autochtones du Canada – Montréal, Toronto, Vancouver, Vaughan, Guelph et Halifax – ont signé l'accord. Plus de deux cents villes de tous les continents ont maintenant signé le MUFFP, un accord non contraignant sur les politiques alimentaires urbaines « conçu par les villes pour les villes ».

Le FCN-RCN vise à aider les villes et les communautés, d'un océan à l'autre, grandes et petites, urbaines et rurales, à mettre en place des stratégies alimentaires, et l'un des moyens d'y parvenir est d'encourager vos dirigeants locaux à adhérer au MUFFP.

Pour plus d'informations sur le fonctionnement du pacte et sur la manière de le signer, veuillez [consulter la page ici](#).

La prochaine section de la trousse à outils décrira plus explicitement les six thèmes centraux et la manière dont les stratégies effectuées sur ces terres se sont alignées sur ce cadre.

AVANTAGES

- Fournit une approche globale des systèmes alimentaires
- Fournit un ensemble de 44 indicateurs permettant aux GPA d'évaluer leurs progrès
- Créé en au niveau international et en collaboration par des villes et pour être utilisé par des villes
- Bon point de départ pour les organisations communautaires qui travaillent à partir d'autres cadres, ou un cadre qui peut être entièrement utilisé pour structurer votre stratégie alimentaire finale.

Les communautés alimentaires peuvent s'engager de diverses manières dans les systèmes alimentaires. Ces thèmes centraux ne sont qu'une façon de regrouper un large éventail de stratégies, de politiques et de programmes alimentaires, mais sont utiles en tant que cadre partagé. Dans la plupart des cas, les stratégies et programmes alimentaires impliqueront plusieurs actions dans plus d'un thème et auront un impact sur plusieurs dimensions. En fait, cette approche holistique et intégrée est un indicateur de succès lorsqu'on évalue la performance du système alimentaire d'une communauté.

Étude de cas : Toronto

La stratégie alimentaire de Toronto est étroitement liée aux objectifs du MUFPP. L'équipe de la stratégie alimentaire de Toronto au sein de la Santé publique de Toronto a adopté le cadre d'indicateurs du MUFPP pour mesurer les progrès de la ville vers un système alimentaire plus durable et plus résilient. Le MUFPP fournit une série d'indicateurs et de mesures, mais il permet également de mettre en évidence les lacunes de la stratégie alimentaire d'une ville. Le tableau ci-dessous illustre la façon dont Toronto a utilisé le MUFPP pour mesurer ses progrès.

Thèmes MUFPP	Actions MUFPP	Indicateurs MUFPP	Initiatives de la Ville
Gouvernance	Faciliter la collaboration entre les organismes et les services qui permettront d'élaborer des politiques et des programmes ayant un impact sur le système alimentaire dans de multiples secteurs et à de multiples niveaux.	Présence d'un organisme gouvernemental municipal interministériel, tel qu'un groupe de travail interministériel sur l'alimentation ou un bureau de la politique alimentaire.	Stratégie alimentaire de Toronto; Conseil de la politique alimentaire de Toronto; Conseil de la politique alimentaire pour les jeunes de Toronto Laboratoire d'innovation alimentaire
Régimes durables et nutrition	S'attaquer aux maladies non transmissibles associées à une faible alimentation.	La prévalence des personnes souffrant de surpoids et d'obésité.	Stratégie de prévention du diabète; Série sur l'alimentation saine; Subvention pour les programmes de saine alimentation (Leading Healthy Eating Programs)
Équité sociale et économique	Encourager et soutenir le social et la solidarité dans les activités économiques.	Nombre d'emplois rémunérés formels que le secteur alimentaire fournit à un niveau égal ou supérieur au salaire minimum national ou au salaire de subsistance.	<i>Food Starter</i> ; Spécialiste du secteur de l'alimentation et des boissons; <i>Food Launch</i> ; Accueil de missions d'acheteurs
Production alimentaire et liens avec les villes	Promouvoir et renforcer la production et la transformation alimentaires urbaines et périurbaines.	Présence de politiques et de règlements qui permettent et encouragent l'agriculture et la transformation dans les limites de la communauté.	Projet pilote <i>UrbanHensTO</i> ; Stratégie en matière de pollinisateurs
Approvisionnement et distribution alimentaires	Évaluez les flux de nourriture vers et à travers votre communauté.	Existence de politiques et de programmes visant à réduire les émissions de GES dans les différentes parties de la chaîne d'approvisionnement alimentaire.	Évaluation de la vulnérabilité alimentaire
Gaspillage alimentaire	Accroître la sensibilisation aux sujets de l'alimentation et du gaspillage.	Nombre annuel d'événements et de campagnes visant à réduire les pertes et le gaspillage de nourriture.	<i>Live Green</i> ; <i>Rethink Food</i> ; Campagne sur le gaspillage alimentaire.

C40 Cities – Réseau des systèmes alimentaires

C40 Cities est un réseau de grandes villes à travers le monde engagées dans la lutte contre les changements climatiques. C40 encourage les villes à partager leurs connaissances, à collaborer et à prendre des mesures significatives, mesurables et durables pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et les risques climatiques. Le réseau a été développé en 2005. Actuellement, plus de 97 villes à travers le monde font partie du réseau. Vancouver, Toronto et Montréal sont actuellement les seules villes canadiennes à faire partie du réseau C40 Cities (votre communauté en fait également partie ? Faites-le nous savoir!) En faisant partie du réseau, les maires de ces villes s'engagent à prendre des mesures audacieuses en faveur de l'Accord de Paris au niveau local. L'Accord de Paris, un traité international juridiquement contraignant sur le changement climatique a été ratifié en 2016 et a été adopté par 196 nations. L'objectif du C40 est que chaque ville développe et mette en œuvre un plan d'action climatique. C40 Cities fournit un large éventail de ressources pour soutenir les planificateurs climatiques afin qu'ils puissent mener des actions conformes à l'Accord de Paris.



De nombreuses communautés d'un océan à l'autre du pays développent actuellement des stratégies climatiques à l'échelle de la communauté, ce qui constitue souvent un excellent cadre pour intégrer des éléments de la stratégie alimentaire au niveau politique.



[Pour plus d'informations sur les villes C40 et l'importance qu'elles accordent aux systèmes alimentaires, et pour des études de cas sur ce que font d'autres villes, cliquez ici.](#)

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Agenda Alimentaire Urbain

“L'objectif général du Cadre d'action pour l'agenda alimentaire urbain est de guider les travaux de la FAO destinés à épauler les décideurs, aux niveaux mondial, national et celui des collectivités territoriales et urbaines, à reconnaître le rôle stratégique déterminant que les villes et les collectivités territoriales ont à jouer, en tant que sites comme en tant qu'acteurs, face aux problématiques socioéconomiques et écologiques complexes qui limitent la sécurité alimentaire et la nutrition.” (page 7 du lien ci-dessous)

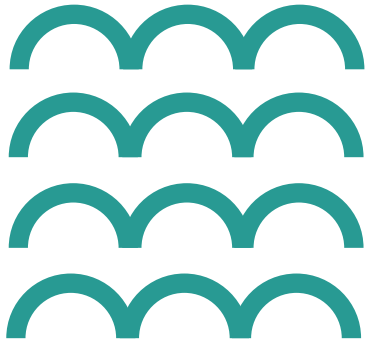
Il est important qu'il y ait une reconnaissance au niveau international du rôle essentiel que jouent les stratégies alimentaires au niveau communautaire dans la transformation des systèmes alimentaires.

La FAO a été un partenaire du processus du Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan.



[Pour plus d'informations au sujet de l'Agenda Alimentaire Urbain, cliquez ici.](#)

Outils communs



Avant de se lancer dans l'élaboration d'une stratégie alimentaire communautaire, de nombreuses activités et initiatives ont peut-être déjà eu lieu, ainsi que des années, voire des décennies, consacrées à l'établissement de relations et de lien de confiance entre les différents secteurs de votre communauté. Ces relations et cette confiance sont fondamentales pour le développement et la mise en œuvre d'une stratégie alimentaire.

Voici quelques activités qui ont été couramment menées dans les communautés d'un océan à l'autre avant l'élaboration d'une stratégie alimentaire intégrale :

- Élaboration et approbation de la charte alimentaire / de l'énoncé de valeurs par les autorités locales et/ou les autres parties prenantes. Les municipalités voisines, les entreprises, les organisations à but non lucratif et les organismes du secteur public peuvent tous approuver une charte alimentaire communautaire / un énoncé de valeurs.
- Élaboration d'un Plan stratégique, d'un Plan de durabilité, d'un Plan d'action environnemental, d'un Plan de développement économique, d'un Plan pour une ville verte, d'un Plan de lutte contre le changement climatique, d'un Plan de gestion des urgences, d'un Plan de réduction de la pauvreté et/ou d'une Stratégie de santé qui réalise une ou plusieurs des actions suivantes :
 - identifie la sécurité alimentaire et/ou l'optique des systèmes alimentaires comme une priorité
 - intègre la conception de politiques alimentaires
 - identifie la création d'une stratégie alimentaire comme une action à entreprendre.
- Sommet ou conférence sur l'alimentation visant à sensibiliser aux enjeux liés aux systèmes alimentaires, à établir des relations et à mobiliser l'appui à une stratégie alimentaire.
- Existence d'un ou de plusieurs groupes communautaires axés sur les systèmes alimentaires, facilitant les plans d'action ou les réseaux alimentaires à l'échelle de la communauté et/ou du quartier.
- Existence d'un groupe principal de politique alimentaire qui est impliqué dans les questions relatives aux systèmes alimentaires et qui est prêt à travailler en collaboration sur une stratégie alimentaire et/ou qui a déjà travaillé sur des éléments de politique orientés vers une stratégie intégrale.
- Initiatives ou règlements existants en matière d'alimentation qui démontrent un intérêt pour les systèmes alimentaires, notamment : collecte des surplus/déchets alimentaires, règlements sur l'élevage de poules en milieu urbain, jardins communautaires et marchés de producteurs fermiers.

Guides alimentaires

Les guides alimentaires sont des outils éducatifs de base conçus pour aider les gens à faire des choix alimentaires plus sains. Les guides alimentaires tiennent compte de l'analyse des régimes alimentaires, des données provenant d'enquêtes sur les habitudes alimentaires ainsi que des considérations relatives à la production et à l'approvisionnement en aliments. Le premier guide alimentaire canadien a été élaboré en 1942. Depuis, il y a eu 8 révisions. Historiquement, les guides alimentaires canadiens ont mis l'accent sur la description de portions spécifiques ou d'aliments particuliers à consommer.




Des lignes directrices sont souvent fournies pour les enfants, les adolescents, les adultes, les femmes enceintes et celles qui allaitent. Ces guides ont souvent été critiqués pour diverses raisons. Le guide alimentaire 2019 s'est éloigné de l'influence de l'industrie dans le processus de prise de décision et a cessé de décrire des quantités spécifiques d'aliments, se concentrant plutôt sur les choix que nous faisons autour de la nourriture - rappelant aux gens de cuisiner plus souvent, de prendre des repas avec d'autres personnes et de prendre plaisir à manger.

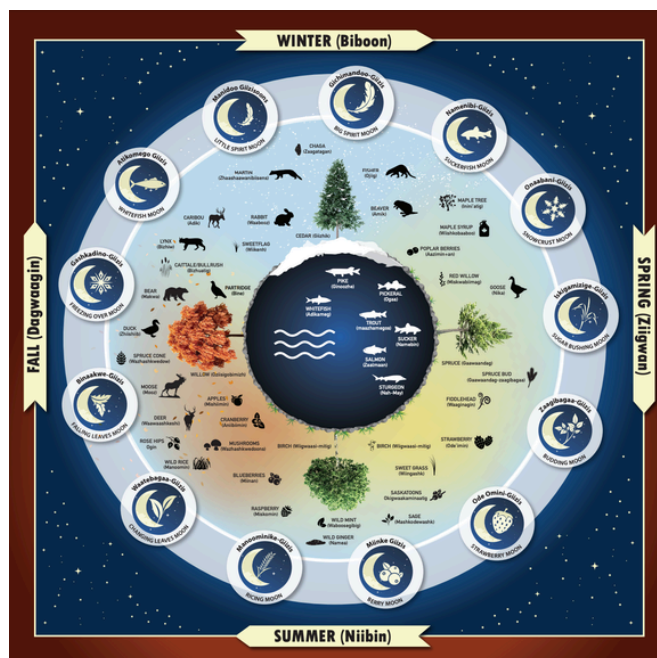
Les guides alimentaires peuvent être utilisés en tant qu'outil éducatif mais aussi en tant qu'outil politique pour promouvoir de saines habitudes alimentaires.

Étude de cas : L'Indigenous Food Circle

L'*Indigenous Food Circle*, en partenariat avec *Thunder Bay District Health Unit* et le *Sustainable Food Systems Lab* de l'université Lakehead, a élaboré un tel guide alimentaire pour sa vaste région. L'ensemble du projet est décrit sur ce site Web (en anglais), [Understanding Our Food Systems](#).

S'agit-il d'un travail biorégional, culturel, qui peut être soutenu dans votre région par le biais de partenariats ?

 Pour en savoir plus sur la récolte traditionnelle et ancestrale dans et autour d'Animbiigo Zaagi'igan et Anishinaabewi Gitchi-Gami, [cliquez ici](#) (document disponible en anglais seulement).



Les Chartes alimentaires / Énoncés de valeurs

Au cours des dernières années, les communautés ont élaboré des documents qui décrivent l'engagement de la communauté envers son système alimentaire. **Les chartes alimentaires** sont des déclarations faites par les communautés pour souligner les valeurs clés, les priorités et les responsabilités concernant la façon dont la communauté interagira avec le système alimentaire. Les chartes alimentaires ont le potentiel d'être des outils qui peuvent faire avancer le développement de la politique alimentaire en rassemblant les membres de la communauté pour qu'ils puissent articuler leurs valeurs, se sensibiliser et apprendre à se connaître. Cependant, les chartes alimentaires en elles-mêmes mènent rarement à des résultats politiques continus, ce qui conduit souvent les communautés à dire « Et maintenant ? » La stratégie alimentaire est la réponse, en se concentrant sur des étapes concrètes pour développer politique et programmation alimentaires efficaces dans la communauté et en assurant un suivi de sa performance.

Définition *Charte alimentaire : Un document qui exprime les valeurs clés et les priorités pour améliorer le système alimentaire d'une communauté. En général, une charte alimentaire comprend des énoncés de vision, de principes et d'actions qui peuvent soutenir la stratégie alimentaire d'une communauté.*



Plusieurs communautés, dont Kamloops, Merritt, Vancouver, Saskatoon, Prince Albert, Toronto et Sudbury, ont adopté des chartes alimentaires au cours des années précédentes. Le processus participatif de création de la charte alimentaire est tout aussi important, voire plus important, que la charte elle-même. Les chartes alimentaires sont souvent créées par de nombreux acteurs du système alimentaire. En tant que telles, les chartes alimentaires peuvent renforcer les compétences et créer un précédent en matière de bonne gouvernance participative.

PRÉCAUTIONS :

- Il est arrivé que des communautés interrompent leur travail après avoir établi une charte alimentaire, laissant ainsi un écart important dans la mise en œuvre de la vision décrite.
- Il n'est pas nécessaire d'avoir une charte pour passer à une stratégie alimentaire. Les valeurs peuvent être partagées au cours du travail et documentées comme un processus vivant qui est revu tout au long des étapes de développement et de suivi.



Les communautés peuvent utiliser l'outil [*Sustainable Food Places*](#) (en anglais) comme guide pour développer une charte alimentaire si elles n'en ont pas encore une et qu'elles y voient une étape importante.

Étude de cas : Ottawa

Les intervenants communautaires d'Ottawa ont élaboré un énoncé de valeurs dans le cadre d'un processus de politique alimentaire communautaire intitulé Food For All, dirigé conjointement par Alimentation juste et l'Université d'Ottawa, entre 2009 et 2012. À la suite de discussions de cuisine entre résidents à l'échelle de la ville, qui ont souvent donné lieu à des conversations difficiles entre divers points de vue, un consensus a été établi sur un énoncé de valeurs en 2010, qui a servi à l'élaboration du Plan alimentaire d'Ottawa, lequel fut continuellement adapté au cours du processus, pour être finalement adopté par le Conseil de la politique alimentaire d'Ottawa comme document de base en 2013.



[Cliquez ici pour lire l'énoncé de valeurs.](#)

Il s'agit d'un document vivant, car notre compréhension des questions essentielles évolue avec le temps, et il sera réexaminé dans le cadre du processus de la Stratégie alimentaire en cours à Ottawa.

Évaluations des systèmes alimentaires

L'évaluation du système alimentaire actuel d'une communauté sert à identifier les principaux atouts, défis et opportunités qui permettront d'établir les priorités de la stratégie alimentaire, l'éventuelle prise de décision concernant les objectifs politiques et l'identification des données de base et des indicateurs qui seront contrôlés au fur et à mesure de la progression de la stratégie alimentaire (Moragues et al., 2013).

La collecte de données et la réalisation de recherches sont importantes mais peuvent également prendre beaucoup de temps et nécessiter des ressources importantes. Des moyens plus rentables et plus efficaces permettant de comprendre le système alimentaire actuel consistent à examiner les recherches locales pertinentes qui existent, à passer en revue les documents et les rapports déjà produits et à mener des entretiens avec les principales parties prenantes du système. L'utilisation des données disponibles auprès des experts du secteur, des universitaires, du gouvernement et des partenaires communautaires peut plus rapidement éclairer la prise de décisions. Trouver des occasions de faire progresser certaines priorités comme l'équité raciale, l'accès à la nourriture, et l'accès à la terre, avant d'attendre d'autres études et rapports plus longs, peut permettre de s'attaquer aux problèmes les plus urgents du système alimentaire.

Des recherches supplémentaires sont souvent effectuées par le coordonnateur de la stratégie alimentaire, des consultants engagés et/ou en collaboration avec des chercheurs et des étudiants des universités locales. La littérature publiée et la littérature grise peuvent être examinées, de même que les discussions avec d'autres collectivités qui ont passé par le processus d'élaboration de leur propre stratégie alimentaire et d'adaptation des outils existants (voir la liste des collectivités à l'annexe A).

L'un des principaux résultats obtenus par de nombreuses collectivités est d'offrir un accès, grâce à un portail d'information public pour les résidents, aux informations obtenues par les systèmes de cartographie et d'évaluation alimentaire.



Resource: Sustainable Food Places fournit un [Food System Mapping tool](#) qui peut être adapté à chaque communauté (SFP, 2020). Yellowknife a utilisé la plateforme [Placespeak platform](#) pour identifier les atouts alimentaires de sa communauté.

Groupes de politique alimentaire

Certains groupes de politique alimentaire (GPA) sont intégrés dans la gouvernance au niveau local. De plus en plus, il existe de nombreuses initiatives qui sont des coalitions ou des initiatives communautaires indépendantes hébergées par des organisations à but non lucratif ou qui fonctionnent de manière indépendante avec le soutien et la participation du gouvernement local et des organisations communautaires.

La principale fonction des GPA est de créer des partenariats de travail entre les citoyens, les organismes communautaires et les représentants du gouvernement afin de donner une voix et de créer des solutions aux préoccupations et aux intérêts liés à l'alimentation. Les GPA sont des instruments populaires pour transformer le système alimentaire au niveau communautaire. Ils impliquent une approche participative et démocratique qui permet aux gens de contribuer à l'organisation politique du système alimentaire et d'accroître la souveraineté alimentaire.

Quelques exemples :

Conseils de politique alimentaire : organes consultatifs généralement sanctionnés officiellement, composés de résidents, de politiciens et de représentants d'entreprises, qui se réunissent pour élaborer des politiques alimentaires ou des programmes liés au développement de systèmes alimentaires.

Réseaux alimentaires de quartier/communautaires : initiatives issues des communautés locales qu'elles desservent. Dans de nombreux cas, ce sont des individus, des groupes communautaires ou des organismes locaux à but non lucratif qui sont le fer de lance des efforts de politique alimentaire dans leur propre milieu.

Étude de cas : Saskatoon

En 2002, le conseil municipal a adopté dans son principe une charte alimentaire. La vision de la charte est de nourrir la ville avec des aliments sains et savoureux produits dans la région. La charte reconnaît les traditions des peuples des prairies, y compris les peuples autochtones et les colons, et reconnaît que tous les gens sont les gardiens de la terre, de l'eau et de l'écosystème.

La Charte alimentaire de Saskatoon a servi de base à la mise en œuvre de plusieurs mesures, tel que :

- la création du conseil alimentaire de Saskatoon,
 - l'accroissement des capacités en agriculture urbaine,
 - l'augmentation des repas et des collations dans les écoles,
 - la réduction du gaspillage alimentaire
- la préservation de l'eau et des terres pour l'avenir.



Pour en savoir plus sur la stratégie alimentaire de Saskatoon, [cliquez ici](#) (document en anglais).



Pour en savoir plus sur le Conseil alimentaire de Saskatoon, [cliquez ici](#) (site Web en anglais).

En 2013, des organisations ont effectué une évaluation d'un an du système alimentaire régional, ainsi qu'un plan d'action. Cela a mené à la création du Conseil de la politique alimentaire de Saskatoon


Stratégie alimentaire

Une **stratégie alimentaire** est un processus continu d'engagement visant à identifier et à établir des liens positifs et durables entre les différents acteurs du système alimentaire d'une communauté, afin de définir collectivement des politiques et des programmes, de surveiller leur mise en œuvre et de les évaluer en permanence... pour finalement transformer le système alimentaire afin qu'il serve au mieux les objectifs de la communauté.

L'idée que l'alimentation fait partie intégrante de toutes les politiques est une idée forte à incorporer dans une stratégie alimentaire. Les acteurs politiques sont encouragés à utiliser le prisme de l'alimentation pour réfléchir à la manière dont l'alimentation est déjà reliée aux mandats existants.

Le rapport [2018 sur la stratégie alimentaire de Toronto](#) indique que « l'alimentation [est] un "levier" pour résoudre des problèmes apparemment non liés à l'alimentation de la ville, comme la création d'emplois, le développement communautaire et la gestion des déchets. Le développement de relations de collaboration profondes avec de multiples partenaires est la clé de cette approche.» (p. 19 - lien ci-dessous).

L'idée que l'alimentation fait partie intégrante de toutes les politiques est une idée forte à incorporer dans une stratégie alimentaire.



Étude de cas : Stratégie alimentaire de Toronto

Comme ce fut le cas à Toronto, les stratégies alimentaires peuvent aider à démontrer que les problèmes alimentaires sont liés à d'autres aspects d'une communauté et que les solutions alimentaires peuvent aider à résoudre un large éventail de problèmes différents dans une communauté.


Contexte

Le Conseil de santé a approuvé la Stratégie alimentaire de Toronto en 2010, dans le but de développer un système alimentaire plus sain et plus durable. L'équipe de la stratégie alimentaire est établie au sein de la Direction du soutien stratégique et travaille avec le Conseil de la politique alimentaire de Toronto, d'autres employés de la ville, des institutions, des organisations communautaires et le secteur privé.

Vision

Un système alimentaire qui :

- Nourrit les gens et l'environnement
- Protège contre le changement climatique
- Favorise l'injustice sociale
- Crée un développement économique local et diversifié
- Construit la communauté

 [Stratégie alimentaire de Toronto](#) (article en anglais).

 [Rapport 2018 sur la stratégie alimentaire de Toronto](#) (article en anglais).


Leçons

- L'alimentation peut être utilisée comme un levier pour améliorer la santé, mais aussi pour atteindre d'autres objectifs d'une ville.
- Les stratégies alimentaires fonctionnent mieux avec un large éventail de partenaires.
- Tirer parti des ressources et des partenariats existants
- Intégrer l'alimentation dans un large éventail de conversations
- Les stratégies alimentaires peuvent se manifester de différentes manières :
 - Modifications subtiles ou progressives des politiques existantes
 - Refonte instrumentale de la planification
 - Remise en cause des politiques existantes ou mise en œuvre de nouvelles politiques

Étude de cas : Hamilton

En 2012, le conseil municipal de Hamilton a demandé l'élaboration d'une stratégie alimentaire complète pour les dix prochaines années. Ce sont Public Health Services (Les services de santé publique), Planning and Economic Development (la planification et le développement économique), Community and Emergency Services and Public Works (les services communautaires et d'urgence et les travaux publics), ainsi qu'un vaste processus d'engagement communautaire, qui ont élaboré une stratégie alimentaire. Celle-ci comprend quatre objectifs primordiaux, 14 recommandations et 46 actions. Hamilton considère sa stratégie alimentaire comme un document vivant, qui peut être révisé dans le but de s'assurer que Hamilton possède un système alimentaire sain, durable et juste.

Hamilton a utilisé un cadre global des systèmes alimentaires pour former la base des consultations communautaires et comme guide pour le développement de la stratégie alimentaire. L'image ci-dessous illustre la stratégie alimentaire de Hamilton, qui présente des exemples d'actions dans l'ensemble du système alimentaire.

 [Cliquez ici](#) pour plus d'informations sur la stratégie alimentaire de Hamilton, veuillez cliquer ici (document en anglais).

Examples of Hamilton Food Actions across the Food System, 2016

Production	Processing & Distribution	Buying & Selling	Consumption	Waste Management
<ul style="list-style-type: none"> • Rural Farms • Community Gardens • McQuesten Urban Farm • Victory Gardens • School Gardens • Farm Map • Farm Tours 	<ul style="list-style-type: none"> • Food Processors • Artisanal Food Processors • Kitchen Incubators • Grain Terminal • Bike Delivery • Shipping 	<ul style="list-style-type: none"> • Farmers' Markets • Mustard Seed Coop Grocery Store • Good Food Box • CSA • Independent, locally owned restaurants & cafes 	<ul style="list-style-type: none"> • Community Kitchens • Food Literacy • Community Food Advisors • Nutritious Food Basket 	<ul style="list-style-type: none"> • Green Bin Program • Backyard Compost Program • Multi-residential Waste Diversion Program







Décomposer une Stratégie Alimentaire



Analyse du cadre du Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan

Cette section mettra en évidence les six thèmes centraux du **Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan (MUFPP)**. Une description de chaque thème sera fournie, mettant en évidence les actions, processus et indicateurs possibles. Chaque thème présentera également un exemple pratique de la manière dont une communauté locale a mis en œuvre le thème en question.



D'une importance capitale pour la réussite globale, le MUFPP a mis au point un cadre de suivi pour évaluer les progrès réalisés par les villes vers les systèmes.



Nouveau! 2021 Monitoring Framework: A practical handbook for implementation (Cadre de suivi 2021: Un manuel pratique pour la mise en œuvre) (en anglais). Ce cadre explique comment choisir les indicateurs et propose pour chaque indicateur une feuille de travail associée qui fournit des informations détaillées sur les ressources, les unités de mesure, l'analyse, et l'expertise qu'il faut pour recueillir des informations au sujet de l'indicateur.

Il y a 37 actions et 44 indicateurs sous les thèmes principaux.

Ces indicateurs font le lien entre les objectifs mondiaux, les paramètres alimentaires et les objectifs locaux des villes. Bien que le MUFPP définisse un cadre commun, les villes doivent adapter les actions et les indicateurs au contexte local. Un cadre d'indicateurs unique ne pourra jamais tenir compte de la grande diversité des systèmes alimentaires non seulement d'un océan à l'autre mais d'un bout à l'autre du monde.

Cela dit, le MUFPP présente des mesures importantes à prendre pour mettre en place des systèmes alimentaires sains et durables et permet aux villes de mesurer leurs progrès d'une manière commune.

Il est important de noter que certaines actions du MUFPP ne comportent pas d'indicateur. Dans ce cas, des suggestions d'indicateurs sont incluses. Il est évident que la simple présence de politiques ne produit pas de changement si ces politiques ne sont pas mises en œuvre ou appliquées. Chaque tableau ci-dessous décrit les actions pour chaque thème et la manière dont les communautés pourraient les mettre en pratique.

Les actions énumérées ci-dessous proviennent directement du MUFPP. Des suggestions ont été ajoutées aux processus et aux indicateurs sur la base des leçons tirées de l'expérience d'autres villes.



Astuce: À chaque indicateur du MUFPP correspond une fiche de travail qui fournit des informations détaillées sur l'unité de mesure, l'analyse, l'expertise et les ressources nécessaires pour recueillir les informations relatives à cet indicateur.

Gouvernance alimentaire

Les actions qui entrent dans cette catégorie ont pour but d'aider à évaluer si des structures et des processus de gouvernance existent pour permettre des actions efficaces en matière de systèmes alimentaires à l'échelle de la communauté.

	Actions	Processus	Indicateurs
1	Faciliter la collaboration entre les agences et les départements qui permettront d'élaborer des politiques et des programmes ayant un impact sur le système alimentaire dans de multiples secteurs et à de multiples niveaux.	Adopter une approche fondée sur les droits. Consacrer/investir dans un ou plusieurs postes permanents, tant dans la gouvernance municipale que dans la communauté. Revoir les tâches et les procédures. Réaffecter des ressources pour développer des collaborations.	Présence d'un organe gouvernemental municipal interdépartemental tel qu'un groupe de travail interdépartemental sur l'alimentation ou un responsable - individu ou bureau - de la politique alimentaire.
2	Renforcer la participation des acteurs à travers le dialogue politique.	Incorporer des formations en matière d'éducation et de sensibilisation. Investir et participer à des modèles de co-gouvernance.	Présence d'une équipe multipartite active en matière de politique alimentaire, comme des conseillers ou conseillères en politique alimentaire, un conseil de politique alimentaire ou une équipe stratégique en matière de politique alimentaire.

	Actions	Processus	Indicateurs
3	Identifier, répertorier et évaluer les initiatives locales et les mouvements alimentaires locaux.	Travailler avec les organisations communautaires et le monde universitaire pour répertorier et évaluer, dans le but de développer une compréhension commune de la transformation des pratiques actuelles.	Présence d'un inventaire des initiatives, des programmes et des pratiques alimentaires locales dans la communauté, accessible au public.
4	Élaborer ou réviser les politiques et plans alimentaires et veiller à l'affectation de ressources appropriées aux politiques et programmes liés à l'alimentation.	Réviser, harmoniser et renforcer les règlements municipaux en utilisant le prisme des systèmes alimentaires (en mettant l'accent sur la sécurité et la résilience alimentaires). Renforcer les capacités stratégiques et les objectifs communs des acteurs pour des systèmes alimentaires plus durables, sains et équitables.	Présence d'une politique alimentaire ou d'une stratégie alimentaire globale avec des responsabilités entre les départements, les secteurs, les institutions, les entreprises, etc.
5	Développer ou améliorer les systèmes d'information multisectoriels pour l'élaboration des politiques et la responsabilisation.	Améliorer la disponibilité, la qualité, la quantité, la portée, la gestion et l'échange des données relatives aux systèmes alimentaires. Inclure à la fois la collecte de données officielles et les données générées par la société civile et d'autres partenaires.	Présence d'un mécanisme de collecte, d'analyse, de suivi et d'évaluation des données sur le système alimentaire qui intègre une optique d'équité.
6	Élaborer une stratégie de réduction des risques en cas de catastrophe afin de renforcer la résilience des systèmes alimentaires.	Identifier comment divers problèmes, y compris les changements climatiques ou une autre crise prolongée comme la pandémie, peuvent avoir un impact sur votre communauté.	Existence d'un plan de gestion visant à assurer la résilience du système alimentaire.

Étude de cas : Thunder Bay et sa région

La *Thunder Bay and Area Food Strategy* (stratégie alimentaire de Thunder Bay et de sa région) a été élaborée à la suite d'années d'efforts communautaires visant à développer un système alimentaire plus résilient dans la région de Thunder Bay. La vision de cette Stratégie est de créer un système alimentaire sain, équitable et durable qui contribue au bien-être économique, écologique, sanitaire et social de la ville de Thunder Bay et de sa région.



La Stratégie a été élaborée en collaboration avec une grande diversité de membres, dont des représentants des secteurs de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, des affaires et du gouvernement. La *Thunder Bay and Area Food Strategy* a été approuvée par de nombreux conseils municipaux, y compris des communautés autochtones. La Stratégie comprend un comité directeur et des groupes de travail qui représentent également l'ensemble de la communauté.

La Stratégie a développé deux outils importants qui peuvent faciliter la gouvernance.

1. La Fiche de suivi sur la sécurité alimentaire de la communauté : présente 7 piliers de base qui permettent de mesurer les progrès et l'implication. Chaque pilier est accompagné d'une série d'indicateurs, permettant l'analyse, le suivi et l'évaluation des progrès de la stratégie alimentaire.

2. L'étude du marché alimentaire et agricole de Thunder Bay et de sa région : elle décrit le marché potentiel pour les aliments locaux dans la région de Thunder Bay afin de contribuer au développement du secteur agroalimentaire local.



Pour en savoir plus sur la [Thunder Bay and Area Food Strategy](#) cliquez [ici](#) et lire leur [stratégie alimentaire](#) [ici](#).

Éléments à garder à l'esprit

- La présence d'un organe actif se concentrant sur la politique et la programmation alimentaires est un indicateur sous le thème de la "gouvernance". En prenant ces mesures, votre communauté fait un pas de plus vers la création d'un environnement propice à une action efficace.
- L'évaluation de cet aspect dans votre communauté nécessite une auto-évaluation de la présence (oui ou non) de divers aspects ou processus de gouvernance.
- L'auto-évaluation n'est pas objective par nature. Il est important d'inclure diverses parties prenantes dans le processus d'apprentissage. Cela permettra d'améliorer le dialogue, l'intégration des politiques et les impacts.
- La simple présence d'un organe consultatif ou de gouvernance ne constitue pas une indication suffisante quant à la coordination et aux impacts réels dans la communauté.

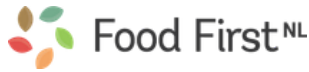
Régimes durables et nutrition

Ce volet aide les communautés à développer et à promouvoir une consommation, un régime alimentaire et une nutrition durables. Les indicateurs sont ici principalement de nature quantitative, mais leur évaluation et leur amélioration nécessitent la collaboration de nombreux et divers acteurs du système alimentaire.

	Actions	Processus	Indicateurs
7	Promouvoir des régimes alimentaires durables, qui soient sains, sûrs, culturellement appropriés, respectueux de l'environnement et éthiques.	Certaines mesures nécessiteront une compilation de listes de marchés alimentaires, de produits alimentaires et de prix des aliments. Rapport annuel sur le panier alimentaire nutritionnel, partagé avec la communauté. Programmes spéciaux pour les écoles et les centres de soins.	Nombre de ménages vivant dans des déserts alimentaires. Évaluation du coût minimum d'un panier alimentaire nutritif au sein de la communauté. Évaluation de la qualité du régime alimentaire au niveau individuel, en particulier chez les femmes en âge de procréer.
8	S'attaquer aux maladies non transmissibles associées à une mauvaise alimentation.	Cibler la consommation de sel, de sucre et de gras trans. Promouvoir la consommation de fruits et légumes frais et d'aliments peu transformés. Certaines mesures peuvent nécessiter une désagrégation par âge. Établir des partenariats avec les écoles et les professionnels des soins de santé primaires pour la collecte des données.	Nombre d'adultes souffrant de diabète de type 2 et de type 3. Prévalence des personnes en surpoids et obèses.

	Actions	Processus	Indicateurs
9	Élaborer des directives en matière d'alimentation durable.	Les directives ne doivent pas seulement informer les consommateurs, mais aussi les planificateurs, les fournisseurs de services alimentaires, les détaillants, les producteurs et les transformateurs. Travailler avec les organisations communautaires pour recueillir des données et élaborer des directives spécifiques à la région et adaptées à la culture.	Le nombre d'activités soutenues par la communauté qui favorisent une alimentation durable. L'existence de politiques et de programmes qui luttent contre la consommation malsaine dans des groupes cibles spécifiques (grand public, hôpitaux, écoles). Consommation quotidienne moyenne individuelle de fruits/légumes, de viande.
10	Adapter les normes et les réglementations pour accroître l'accessibilité aux régimes alimentaires durables et à l'eau potable.	Veiller à ce que toutes les personnes aient accès à l'eau potable, y compris les sans-abri, les piétons qui se promènent et les communautés dont l'eau est contaminée. Garantir l'accès à des aliments nutritifs et produits localement. Mettre l'accent sur l'accessibilité dans le secteur public, comme les hôpitaux, les établissements de santé et de garde d'enfants, les écoles et les universités.	Présence de programmes et de politiques qui promouvoient la disponibilité de l'accès à l'eau potable et l'accès à des aliments nutritifs et diversifiés dans les communautés, y compris les installations publiques. Présence de politiques d'approvisionnement public avec des objectifs pertinents.
11	Explorer les instruments réglementaires et volontaires pour promouvoir les régimes alimentaires durables.	Renforcer la réglementation relative à la commercialisation des aliments et des boissons non alcoolisées auprès des enfants. Travailler avec les secteurs privé et public pour élaborer des politiques d'étiquetage claires et complètes.	Nombre d'adultes atteints de diabète de type 2 et de type 3.
12	Encourager une action conjointe des secteurs de la santé et de l'alimentation.	Mettre en œuvre des stratégies intégrées centrées sur les personnes pour des modes de vie sains et l'inclusion sociale.	Existence d'une stratégie de santé publique avec une approche des systèmes alimentaires
13	Investir dans l'engagement à réaliser l'accès universel à l'eau potable et à un assainissement adéquat.	Travailler avec la société civile et divers partenariats. Les données doivent être ventilées en fonction du lieu de résidence et du revenu.	Pourcentage de la population ayant accès à l'eau potable et à des installations sanitaires adéquates.

Études de cas: Terre-Neuve- et-Labrador



Food First NL travaille avec diverses communautés de Terre-Neuve-et-Labrador pour s'assurer que tout le monde a accès à des aliments abordables, sains et culturellement appropriés. Food First NL est un organisme provincial à but non lucratif qui travaille avec environ 300 organisations et individus à travers la province. Food First NL encourage les solutions communautaires pour améliorer la sécurité alimentaire. Ils visent à atteindre cet objectif par :

- Sensibilisant les gens
- Renforçant les partenariats
- Catalysant l'action

L'un des projets sur lequel Food First NL travaille actuellement est le programme *Farm to School* (De la ferme à l'école), dont l'objectif est d'augmenter le nombre d'aliments sains et locaux dans les écoles. Avec le soutien du gouvernement fédéral, Food First NL fournit jusqu'à 10 000 \$ et un soutien pratique aux écoles pour développer un nouveau programme alimentaire. Food First NL dispose également d'un programme similaire destiné aux hôpitaux.

Comment cela se traduit-il dans la pratique ?

- Des liens directs entre les écoles et les agriculteurs
- Des bars à salade de la ferme à l'école
- Des activités d'apprentissage basées sur l'alimentation

Résultats

- Permet d'atteindre plusieurs objectifs de Food First NL
- Augmentation du nombre de connexions et de partenariats
- Le programme a créé un élan pour d'autres actions
- Amélioration de la littératie alimentaire
- Amélioration de l'intérêt des étudiants pour les systèmes alimentaires
- Amélioration de l'alimentation des jeunes
- Une nouvelle source de revenus pour les agriculteurs et producteurs alimentaires locaux
- Augmentation de la demande d'aliments locaux, ce qui stimule l'agriculture, la pêche et les autres industries alimentaires locales.

Ce programme « de la ferme à l'école » est directement lié à :

- **Action 10** : Adapter les normes et les réglementations pour rendre l'alimentation durable et l'eau potable disponible.
- **Indicateur 16** : Présence de programmes et de politiques favorisant la disponibilité d'aliments nutritifs et diversifiés dans les établissements publics.

Le MUFPP fournit un système d'échelle à 3 points pour évaluer cette action.

1. Présence de politiques et de programmes - Ces politiques et programmes existent-ils ?
2. Niveau de mise en œuvre - Les programmes et les politiques sont-ils mis en œuvre ou appliqués ?
3. Information et communication - Les politiques et programmes sont-ils élaborés avec les parties prenantes et partagés entre elles ?

Sur la base de la notation des trois points ci-dessus, une communauté peut réfléchir à ce qui suit :

1. Comment les politiques et programmes existants peuvent-ils être mieux mis en œuvre et communiqués ?
2. Quels politiques et programmes nouveaux ou révisés sont proposés ?
3. Quel processus devrait être suivi pour mettre en œuvre ces changements ? Quelles sont les mesures à prendre ? Les parties prenantes à impliquer ? Délais critiques ? Ressources nécessaires ?



Cliquez ici pour en savoir plus sur le programme *Farm to School*.

Équité sociale et économique

Les actions relevant de ce thème visent à lutter contre les inégalités et la pauvreté liées aux systèmes alimentaires. Ces actions impliquent de s'attaquer à des problèmes sociaux et économiques plus vastes qui dépassent le système alimentaire et ont un impact significatif sur celui-ci.

	Actions	Processus	Indicateurs
14	Utiliser les transferts monétaires et alimentaires pour permettre aux populations vulnérables d'accéder à une alimentation saine.	Travailler avec les banques alimentaires, les cuisines collectives et les programmes de partage d'aliments et de provisions d'urgence pour recueillir des données et des enseignements sur des processus plus équitables et respectueux. Tenir compte des croyances, de la culture, des traditions, de l'impact historique de la discrimination, des habitudes alimentaires et des préférences des diverses communautés pour remanier les programmes afin de concevoir conjointement de nouvelles façons de créer un accès à des aliments sains dans le cadre des mandats communautaires et municipaux.	Pourcentage de ménages en situation d'insécurité alimentaire selon l'Échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue - en notant que l'EMIAV est un indicateur de l'accès à la nourriture, et non de la qualité de la nourriture ou du régime alimentaire. Rapport annuel sur le pourcentage de personnes bénéficiant de programmes d'aide alimentaire/financière. Pourcentage d'enfants et de jeunes bénéficiant d'initiatives d'alimentation scolaire.
15	Promouvoir un emploi décent pour tous.	Mettre l'accent sur les relations économiques équitables, les salaires équitables, l'amélioration des conditions de travail dans le secteur alimentaire et agricole au niveau local ; inclure les communautés sous-représentées et marginalisées. Soutenir les programmes d'incubation d'entreprises alimentaires et agricoles.	Nombre d'emplois rémunérés formels que le secteur alimentaire fournit à un niveau supérieur au salaire minimum national ou au salaire de subsistance.

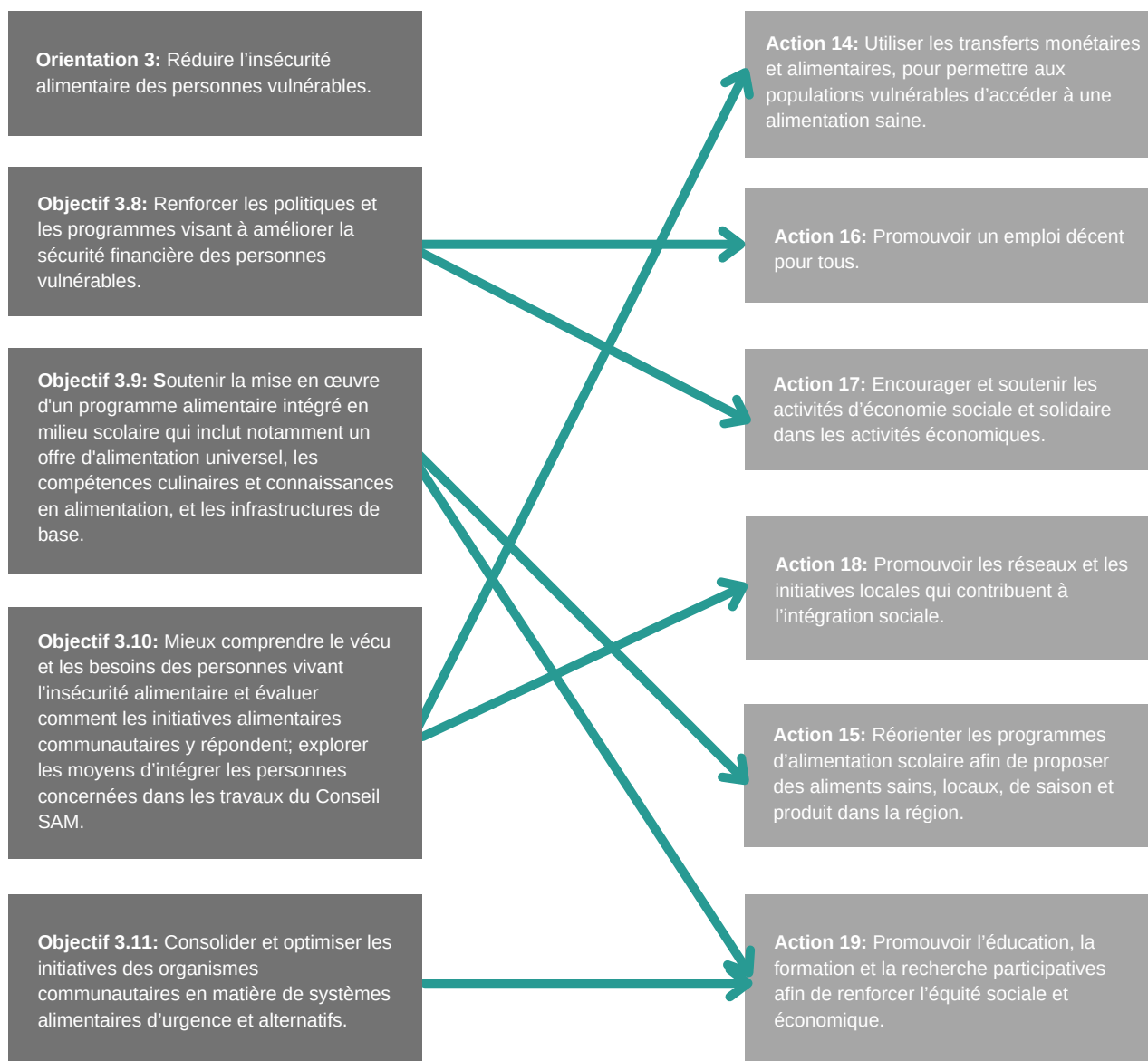
	Actions	Processus	Indicateurs
16	Encourager et soutenir la participation sociale et solidaire aux activités économiques.	Prêter attention aux activités liées à l'alimentation qui soutiennent les moyens de subsistance durables des populations marginalisées à différents niveaux de la chaîne alimentaire et facilitent l'accès à des aliments sains et sûrs dans les zones urbaines et rurales. à	Nombre d'emplois rémunérés formels que le secteur alimentaire fournit à un niveau supérieur au salaire minimum national ou au salaire de subsistance. Présence de politiques et d'objectifs liés à l'alimentation, avec un accent particulier sur les groupes socialement vulnérables. Présence d'un répertoire public d'entreprises sociales alimentaires et agricoles dans la communauté devant être soutenue.
17	Promouvoir les réseaux et soutenir les activités communautaires pour créer l'inclusion sociale.	Se concentrer sur les jardins communautaires, les cuisines collectives, les garde-manger sociaux pour fournir de la nourriture aux groupes marginalisés.	Nombre d'actifs alimentaires communautaires. Présence de politiques et d'objectifs liés à l'alimentation mettant spécifiquement l'accent sur les groupes socialement vulnérables.
18	Réorienter les programmes d'alimentation scolaire pour fournir des aliments sains, locaux, saisonniers et produits dans la région.	Peut intégrer d'autres programmes de services alimentaires institutionnels.	Présence d'aliments frais dans les cafétérias des écoles. Nombre de contrats « de la ferme à l'école ».
19	Promouvoir l'éducation, la formation et la recherche participatives dans le but d'accroître l'équité sociale et économique.	Promouvoir/soutenir l'éducation/la formation formelle et informelle existante et en créer de nouvelles. Promouvoir des approches de littératie alimentaire basées sur les droits et les systèmes alimentaires.	Nombre d'opportunités de formation et de lieux d'incubation existant annuellement. Nombre de classes et de cours consacrés à l'éducation alimentaire et nutritionnelle, à l'emploi, à la formation et au leadership.

**Étude de cas :
Montréal**



Le **Conseil du Système Alimentaire Montréalais (Conseil SAM)**, a été créé en 2019 et constitue le premier conseil de politique alimentaire au Québec. Sa vision est d'assurer une alimentation saine, diversifiée, locale, abordable et durable pour tous les Montréalais.es. Inspiré par les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies, le Conseil SAM a identifié 5 orientations qui seront privilégiées. L'orientation 3 est l'insécurité alimentaire.

Le tableau ci-dessous illustre comment l'orientation 3 du Conseil SAM sur l'insécurité alimentaire est liée au thème de l'équité sociale et économique du MUFPP.



Les orientations du Conseil SAM abordent également de nombreux indicateurs au-delà du thème de l'équité sociale et économique du MUFPP. Plusieurs actions des thèmes Régimes durables et nutrition, et Approvisionnement et distribution alimentaires sont également abordées.

Examinons de plus près l'un des objectifs du Conseil SAM. L'objectif 3.9 comprend 3 sous-objectifs.

Objectif 3.9 : Soutenir la mise en œuvre d'un programme alimentaire intégré en milieu scolaire qui inclut notamment un offre d'alimentation universel, les compétences culinaires et connaissances en alimentation, et les infrastructures de base.

- **3.9.1: Implanter un programme alimentaire intégré dans les écoles publiques primaires montréalaises et en évaluer les retombées.**
- **3.9.2: Fournir des aliments, locaux et abordables à tous les élèves montréalais.**
- **3.9.3: Offrir des occasions aux élèves montréalais d'augmenter leurs compétences culinaires et connaissances alimentaires.**

Pour atteindre le sous-objectif 3.9.3, le Conseil SAM a co-développé un projet intitulé « Les Brigades Culinaires ». Ce projet comprend 16 collaborateurs, dont des représentants municipaux et provinciaux, des secteurs sans but lucratif, l'industrie privée et le milieu universitaire. Il est géré par un organisme sans but lucratif appelé La Tablée des Chefs (Chef's Table). Le projet propose des activités extrascolaires dans les écoles secondaires dans le cadre d'une série de 24 ateliers sur l'alimentation et le mode de vie sain.

Cette série d'ateliers sera offerte à une soixantaine d'écoles secondaires du Grand Montréal.

La Tablée des Chefs renvoie à l'action 19 du MUFPP. Les indicateurs de cette action sont les suivants :

- Nombre d'opportunités d'apprentissage et de développement de compétences liées à l'alimentation dans les domaines suivants :
 - Connaissances en matière d'alimentation et de nutrition
 - Formation à l'emploi
 - Leadership soutenu par la communauté
- Évaluer dans quelle mesure ces possibilités d'apprentissage et de formation sont offertes.
- Quantifier le nombre et le type de personnes qui acquièrent de nouvelles compétences et connaissances.
- Évaluez comment ils utilisent leur formation dans l'emploi ou les activités qui renforcent la communauté.

Comme le démontre La Tablée des Chefs, il est important de travailler avec différents acteurs de la communauté. Il est également important de comprendre et de soutenir le rôle que jouent les différentes organisations et institutions.



Vous trouverez de plus amples informations sur [le Conseil SAM et ses projets ici](#).

Production alimentaire

Les actions recommandées dans le cadre de ce thème central visent à renforcer la production alimentaire durable (en mettant l'accent sur les liens entre zones rurales et urbaines pour les communautés qui ne disposent pas de terres rurales). Les stratégies alimentaires doivent intégrer ces réalités :

1. Les diverses manières dont les ménages et les communautés produisent des aliments. La production alimentaire peut prendre diverses formes, notamment :

- la culture domestique/de subsistance
- la cueillette de plantes, de fruits, de noix, de champignons, la chasse, le trappage et la pêche
- culture/jardinage communautaire
- solutions intérieures 4 saisons
- l'élevage de plantes, d'animaux et d'insectes divers dans des contextes urbains, ruraux et éloignés pour la vente.

2. La terre. Les questions non résolues relatives à la terre et aux droits de propriété créent un contexte de conflit qui s'étend sur plusieurs générations, y compris les terres volées, les traités non respectés et le manque de respect sur les terres non cédées.

3. La souveraineté alimentaire des communautés. Un large éventail de personnes est nécessaire pour concevoir des moyens régénérateurs et solidaires de protéger l'eau, les terres nourricières et les forêts qui fourniront de la nourriture aux habitants de nos communautés pour les générations à venir.

4. Certaines communautés sont entièrement urbaines, entièrement rurales, totalement éloignées, ou une combinaison de celles-ci. L'accès aux moyens de produire et de cueillir des aliments est essentiel pour toutes les communautés, dans tous les quartiers.

La terminologie ci-dessous et dans d'autres ressources du MUFPP ne rend pas encore pleinement compte des éléments essentiels ci-dessus.

	Action	Processus	Indicateurs
20	Promouvoir et renforcer la production et la transformation alimentaire urbaines et périurbaines.	Intégrer les initiatives de culture et de collecte durables en milieu urbain, périurbain, rural et éloigné (contexte spécifique à votre communauté) dans les plans et politiques de résilience.	Nombre de résidents ayant accès à des terres pour la production alimentaire domestique. Présence de politiques et de règlements qui permettent et encouragent l'agriculture et la transformation dans les limites de la communauté.
21	Veiller à assurer la cohérence entre la production, la transformation et la distribution dans les villes et les régions rurales voisines.	Se concentrer sur les petits exploitants, les producteurs familiaux et/ou communautaires, en veillant à l'autonomisation des femmes, des personnes autochtones, noires et de couleur, des jeunes et des autres populations sous-représentées.	Nombre de personnes autochtones, noirs et de couleur, de femmes et de jeunes participant à la production, à la transformation et à la distribution des aliments dans votre communauté, rapporté annuellement.

	Action	Processus	Indicateurs
22	Appliquer une approche écosystémique pour un aménagement et une gestion du territoire holistiques et intégrés.	Travailler avec les autorités urbaines et rurales et les gestionnaires des ressources naturelles pour développer les spécificités du paysage qui amélioreront les possibilités de production agroécologique, de conservation de la biodiversité et des terres nourricières, de lutte aux changements climatiques, d'adaptation, de tourisme et de loisirs.	Superficie totale dans la communauté consacrée à la production durable. Étendue des terres nourricières gérées selon des approches écologiques.
23	Protéger et permettre un accès et une occupation sûrs des terres pour une production alimentaire durable.	Des terres pour les jardins communautaires et les petits producteurs par le biais de banques de terres, de fiducies foncières communautaires. Intégrer l'utilisation des terres dans les plans de développement.	Présence de politiques et de règlements qui permettent et favorisent la production et la transformation agricoles dans la communauté. Présence de politiques de préservation des terres nourricières, qui empêchent le développement sur ces terres. Surface des terres utilisées, zonées ou ayant un potentiel pour la production alimentaire. Proportion de la population agricole totale étant propriétaire ou ayant des droits sur des terres agricoles destinées à la production, par sexe et genre.
24	Contribuer à offrir des services aux producteurs installés dans et autour des villes.	Fournir une formation technique et une assistance financière. Bâtir un système alimentaire multigénérationnel et économiquement viable avec des intrants tels que le compost propre provenant des déchets alimentaires de la communauté, les eaux grises provenant de l'utilisation post-consommation et l'énergie provenant des déchets.	Nombre de producteurs bénéficiant d'une formation et d'une assistance technique au cours d'une période donnée (ex. 12 derniers mois). Présence d'initiatives d'économie circulaire liées à la production alimentaire.
25	Soutenir les circuits alimentaires courts, les organisations de producteurs, les réseaux et plateformes mettant en relation les producteurs et les consommateurs.	Soutenir les initiatives d'économie sociale et solidaire menées par la société civile et les systèmes de marché alternatifs. Ventiler davantage par type d'infrastructure.	Nombre d'infrastructures municipales de transformation et de distribution des aliments mises à la disposition des producteurs alimentaires de la région. Proportion de producteurs alimentaires locaux qui vendent leurs produits aux marchés publics de la communauté. Volume d'aliments produits et transformés localement par an dans les circuits du marché local.

	Action	Processus	Indicateurs
26	Améliorer la gestion et la réutilisation des eaux usées dans l'agriculture et la production alimentaire.	Développer des politiques et des programmes utilisant des approches participatives pour une meilleure utilisation de l'eau.	Proportion annuelle d'eau qui est recyclée et réutilisée puis recyclée de nouveau pour la production agricole locale.

Étude de cas : Edmonton



La stratégie d'alimentation et d'agriculture urbaine de la ville d'Edmonton intitulée **fresh - Food and Urban Agriculture Strategy** vise à mettre en place un système alimentaire et agricole résilient qui permettra d'assurer la durabilité culturelle, financière, sociale et environnementale de la ville. La stratégie a été élaborée en consultation avec des citoyens, des entreprises, des organisations et d'autres intervenants. Sa mise en œuvre a débuté en 2012.

Vous trouverez ci-dessous une courte liste de ce qui a été accompli dans le cadre de la stratégie *fresh* :

- Conseil alimentaire d'Edmonton
- Apiculture urbaine
- Programme de poules en ville
- Collaboration avec l'Université de l'Alberta pour mener des recherches sur le gaspillage alimentaire
- Modification du règlement de zonage pour permettre davantage d'activités d'agriculture urbaine dans la ville

La dernière réalisation concerne l'action 23 « Protéger et permettre un accès et une occupation sûrs des terres pour une production alimentaire durable dans les régions urbaines et périurbaines », ainsi que ces deux indicateurs :

- Présence de politiques et de règlements qui permettent et favorisent la production et la transformation agricoles dans la communauté.
- Surface des terres utilisées, zonées ou ayant un potentiel pour la production alimentaire.

Les modifications apportées aux règlements de zonage ont permis d'accroître l'agriculture urbaine et la production locale dans la ville. Grâce à ces modifications, Edmonton a connu une augmentation du verdissement des terrains vacants, des jardins communautaires et des entreprises alimentaires locales dans les espaces commerciaux.

Le processus comprenait les étapes suivantes :

1. Collecte de l'information - réunions avec le Conseil alimentaire d'Edmonton, groupes de discussion avec des intervenants externes, groupe de discussion avec le personnel interne et sondage en ligne, audience publique.
2. Projet de modifications - les modifications ont été remises à 255 intervenants pour examen.
3. Modifications proposées - y compris de nouvelles catégories d'utilisation du sol pour les zones résidentielles spéciales, des règlements et des normes en place pour la conception, l'entretien et l'exploitation de l'agriculture urbaine, l'exclusion du jardinage des exigences en matière de permis.
4. Décision du Conseil municipal

La stratégie d'alimentation et d'agriculture urbaine de la ville d'Edmonton (fresh - Food and Urban Agriculture Strategy) contient la recommandation suivante pour la protection des terres agricoles (action 23 du MUFPP).

<p>1. Examiner la possibilité d'établir des désignations municipales de réserve de terres agricoles (RTA) pour permettre l'aménagement de terres agricoles urbaines et périurbaines.</p>	<p>2. Examiner les coûts et les avantages des outils disponibles pour protéger les terres agricoles.</p>	<p>3. Adopter et appliquer un cadre qui aidera à guider les décisions concernant l'accès aux terres agricoles et leur utilisation.</p>	<p>4. Travailler avec les parties prenantes pour élaborer une politique régionale d'utilisation des terres agricoles.</p>
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------



Lire plus au sujet de [*fresh - Edmonton's Food and Urban Agriculture Strategy*](#).

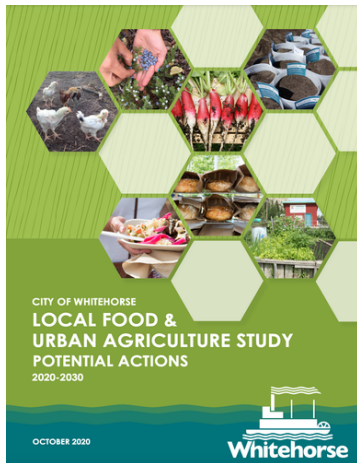
Approvisionnement et distribution alimentaires

Ce thème présente des actions qui favorisent un approvisionnement et une distribution d'aliments durables, sûrs, équitables, continus et efficaces. Ces actions proposent des mesures en matière de résilience, d'approvisionnement, de marchés et de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

	Action	Processus	Indicateurs
27	Favoriser la mise en place de meilleures technologies et infrastructures pour le stockage, la transformation, le transport et la distribution des aliments	Établir des liens entre les zones urbaines, périurbaines, rurales et éloignées (en fonction de votre communauté) afin de garantir une consommation alimentaire saisonnière dans le but de réduire l'insécurité alimentaire tout en soutenant les petits et moyens producteurs.	Présence d'un plan de développement visant à renforcer la résilience et l'efficacité de la logistique des chaînes d'approvisionnement alimentaires locales.
28	Évaluer, réviser et/ou renforcer les systèmes de contrôle alimentaire.	Mettre en œuvre la législation locale et la réglementation locale en matière de sécurité alimentaire, en mettant l'accent sur les points suivants : 1. Les producteurs et les fournisseurs opèrent de manière responsable, y compris dans la formation, l'équipement et le soutien des employés. 2. Éliminer les barrières à l'accès au marché pour les agriculteurs familiaux et les petits exploitants. 3. Intégrer la sécurité alimentaire, la santé et les dimensions environnementales.	Présence d'une législation sur la sécurité sanitaire des aliments et de procédures de mise en œuvre et d'application.

	Action	Processus	Indicateurs
29	Promouvoir les marchés publics et la politique commerciale qui soutiennent les chaînes d'approvisionnement alimentaire courtes.	Encourager des conditions de production équitables et une production durable pour les producteurs et les consommateurs les plus vulnérables.	Présence de politiques d'approvisionnement en produits alimentaires locaux. Proportion des dépenses publiques dédiées à des achats de produits alimentaires de sources éthiques durables et de chaînes d'approvisionnement plus courtes (locales/régionales).
30	Apporter un soutien à la politique et aux programmes liés aux marchés publics de la ville.	Initiatives conçues avec/par la communauté pour que les marchés de producteurs, les marchés informels, les marchés de détail et de gros, les restaurants et autres distributeurs alimentaires utilisent des aliments locaux. Fixer un objectif de points de vente pour 1 000 habitants.	Nombre de points de vente d'aliments frais répertoriés dans les quartiers. Nombre de points de vente de produits alimentaires locaux. Nombre de ces points de vente avec un engagement communautaire dans la gouvernance. Nombre de vendeurs qui sont des femmes, des PANDC, des nouveaux Canadiens, des nouveaux agriculteurs.
31	Améliorer et étendre les infrastructures qui mettent en relation les acheteurs urbains avec les vendeurs urbains, périurbains et ruraux.	Fournir un soutien politique et programmatique aux marchés alimentaires publics, en mettant l'accent sur la participation des communautés sous-représentées à la fois comme vendeurs et comme acheteurs.	Investissement annuel dans les marchés alimentaires ou les points de vente au détail fournissant des aliments frais aux résidents, en pourcentage du budget total.
32	Reconnaître la contribution du secteur informel au systèmes alimentaires (Nous définirons le secteur informel pour cette trousse à outils comme a) la production alimentaire du ménage, b) le troc ou le partage de nourriture, c) les programmes de formation pour acquérir les compétences nécessaires à la création d'une entreprise, etc.)	Apporter un soutien et une formation appropriés en matière de sécurité alimentaire, de régimes alimentaires durables, de prévention et de gestion des déchets.	Existence de services de soutien au secteur alimentaire informel fournissant des conseils en matière de planification d'entreprise et des conseils techniques.
33	Déterminer les flux de nourriture qui circulent vers et à travers votre communauté.	Aborder la question du transport et de la logistique durables pour garantir l'accès physique à des aliments frais et abordables dans les quartiers mal desservis tout en réduisant les émissions de carbone.	Existence de politiques/programmes traitant de la réduction des émissions de GES pour les différentes étapes de la filière alimentaire.

Étude de cas : Whitehorse



En 2020, la ville de Whitehorse a publié un rapport intitulé « Local Food and Urban Agriculture Study (LFUAS) » (Étude sur l'alimentation locale et l'agriculture urbaine). Il s'agissait d'une étude de quatre ans, assortie d'un vaste processus de participation. La LFUAS fournit un plan de travail de 10 ans qui comprend 8 objectifs et 67 actions. Le rapport est structuré autour de 7 composantes du système alimentaire local :

- Production
- Cueillette sauvage
- Transformation et conservation
- Distribution et vente au détail
- Soutien nutritionnel
- Consommation
- Récupération des ressources

Le rapport considère que la déclaration d'urgence climatique du conseil municipal de Whitehorse reconnaît l'importance de réduire les émissions de carbone et de renforcer la résilience pour faire face au changement climatique. La LFUAS affirme que le changement climatique est le facteur le plus important qui influence le système alimentaire. Le changement climatique aura un impact sur les conditions du sol, l'accès aux routes nécessaires à l'approvisionnement et à la distribution des aliments, et la disponibilité des aliments sauvages et de leurs sources. En déclarant une urgence climatique, la ville pourra accéder à davantage de ressources et développer de nouvelles initiatives.

Indicateur 34 : Existence de politiques ou de programmes traitant de la réduction des émissions de GES pour les différentes étapes de la filière alimentaire

Voici quelques questions à prendre en compte lorsque vous vous penchez sur cet indicateur :

- Votre ville/région dispose-t-elle d'un plan d'action climatique ?
- Ce plan inclut-il les émissions liées à la production et/ou à la consommation ?
- Inclut-il explicitement l'alimentation ?
- Votre ville/région a-t-elle déclaré une urgence climatique ?

Si votre ville/région ne dispose pas d'un plan officiel de lutte contre le changement climatique, examinez quels programmes et politiques actuels visent à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les différentes parties du système alimentaire (transformation, stockage, transport, emballage, vente au détail, cuisson, élimination des déchets, etc.).

Ces programmes doivent également soutenir l'action recommandée consistant à « évaluer les flux d'aliments vers et à travers les villes afin de garantir l'accès physique à des aliments frais et abordables dans les quartiers à faible revenu ou mal desservis ». Ils portent également sur la planification du transport et de la logistique durables afin de réduire les émissions de carbone grâce à des carburants ou des moyens de transport alternatifs.



Pour en savoir plus sur le LFAUS, [cliquez ici](#) (en anglais).

Gaspillage alimentaire

Ce thème se concentre sur la façon dont les pertes et les déchets alimentaires peuvent être réduits ou réutilisés tout au long de la chaîne d'approvisionnement en adoptant une approche d'économie circulaire, en notant que les déchets alimentaires se produisent à différents niveaux du système alimentaire et ne se produisent pas de manière isolée.

Des stratégies permettront de transformer le concept de gaspillage alimentaire en actifs alimentaires.

	Action	Processus	Indicateurs
34	Inciter les acteurs du système alimentaire à évaluer et à surveiller les pertes alimentaires et la réduction des déchets à tous les stades des filières alimentaires.	Assurer une planification et une conception holistiques, ainsi que la transparence, la responsabilité et l'intégration des politiques.	Volume annuel total des pertes et du gaspillage alimentaires.
35	Sensibiliser à la perte et au gaspillage d'aliments.	Créer des événements et des campagnes ciblées. Identifier les points centraux tels que les établissements d'enseignement, les marchés communautaires et les entreprises qui soutiennent les initiatives d'économie circulaire.	Nombre annuel d'événements et de campagnes visant à diminuer les pertes et les déchets alimentaires. Nombre de résidents participant à des initiatives d'économie circulaire de développement des sols.
36	Collaborer avec le secteur privé ainsi qu'avec des organismes communautaires, de recherche et d'éducation pour créer et modifier, le cas échéant, les politiques et les réglementations municipales.	Réviser et développer des processus visant à prévenir le gaspillage alimentaire et à transformer les « déchets » alimentaires en compost propre destiné à la production alimentaire.	Présence de politiques, de réglementations et de programmes qui traitent de la prévention du gaspillage alimentaire et des initiatives de développement de compost propre et de sol pour la production alimentaire.
37	Faire des économies de nourriture en facilitant la récupération et la redistribution d'aliments sains et nutritifs pour la consommation humaine.	Travailler avec les producteurs, les usines, le commerce de détail, les traiteurs, les grossistes et l'hôtellerie pour soutenir les initiatives de récupération des aliments.	Volume annuel total de nourriture excédentaire récupérée et redistribuée pour la consommation humaine directe.

Étude de cas : Yellowknife



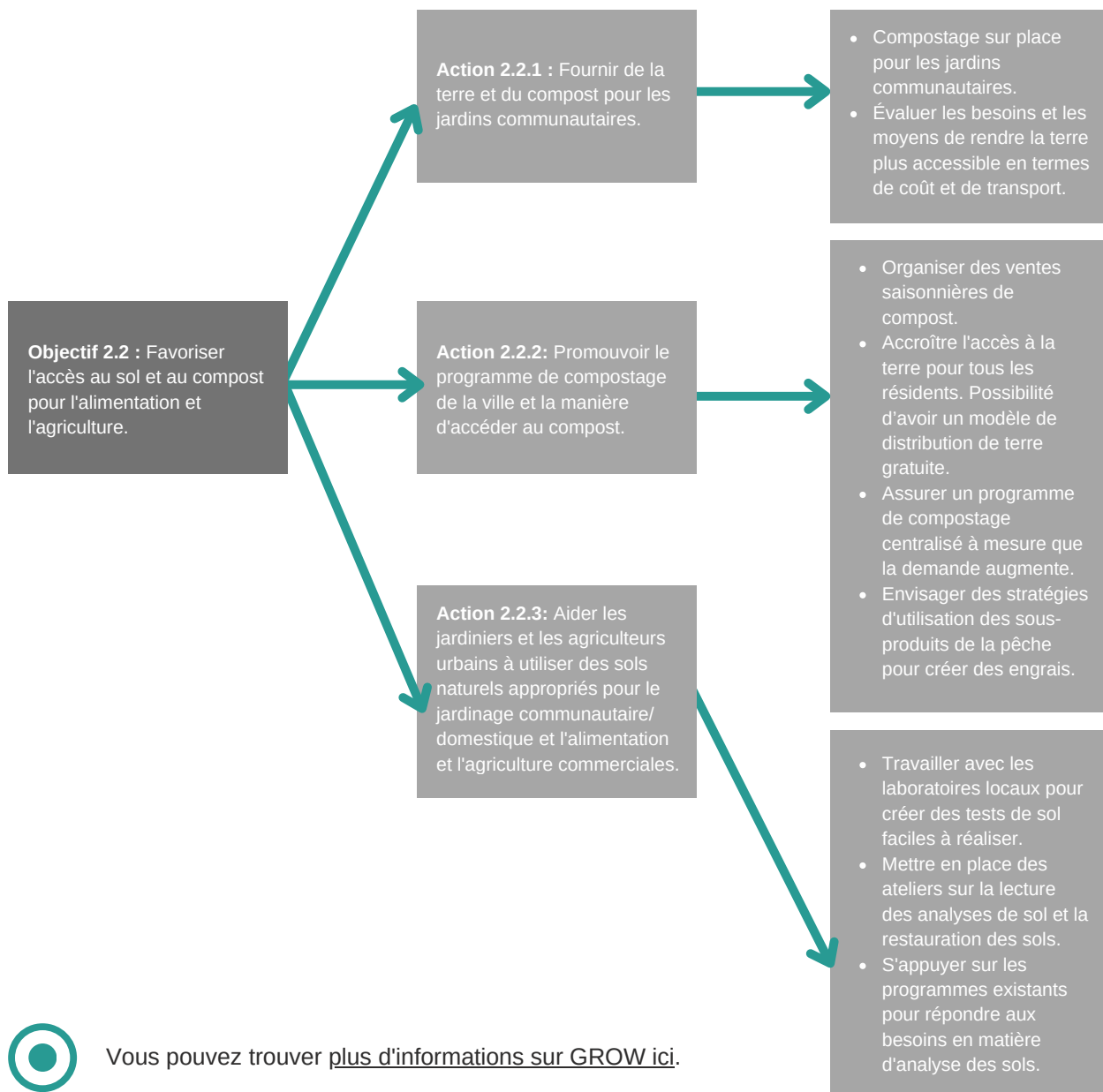
GROW est le nom abrégé de la **stratégie alimentaire et agricole de Yellowknife**, initiée en 2018, et dont la première version a été élaborée en 2019. L'objectif principal de GROW est d'augmenter les opportunités communautaires et commerciales pour le système alimentaire et agricole urbain de Yellowknife. GROW est basé sur la vision et les principes de la Charte alimentaire de Yellowknife, qui a été élaborée en 2015. GROW présente un plan sur la façon dont la ville de Yellowknife peut soutenir les activités alimentaires et agricoles.

Les cinq objectifs sont :

1. Objectif 1 : Soutenir la croissance durable de l'agriculture urbaine et des activités qui y sont liées.
2. Objectif 2 : Améliorer l'accès aux éléments de base de l'agriculture urbaine.
3. Objectif 3 : Soutenir les possibilités d'apprentissage communautaire autour de l'alimentation et de l'agriculture.
4. Objectif 4 : Encourager la croissance de l'économie alimentaire et agricole de Yellowknife.
5. Objectif 5 : Renforcer la capacité interne pour une mise en œuvre réussie.

Chaque cible comprend des objectifs, des actions et des mises en œuvre ultérieures.

Examinons un objectif de la cible 2 relative à l'intégration des « déchets » alimentaires dans les actifs du sol.



Vous pouvez trouver [plus d'informations sur GROW ici](#).

Astuces pour développer la stratégie alimentaire de votre communauté



Favoriser votre réussite

1. Identifier et soutenir financièrement le(s) facilitateur(s) principal(aux)
2. Identifier TOUS les acteurs pertinents du système alimentaire
3. Créer une structure de gouvernance collaborative

1. Identifier et soutenir financièrement le(s) facilitateur(s) principal(aux)

Une première étape importante pour un processus de développement d'une stratégie alimentaire rigoureux est d'identifier et de soutenir financièrement un facilitateur principal/une équipe de facilitation. La facilitation de ce travail exige de fortes compétences et connaissances dans plusieurs domaines:

- Une connaissance approfondie du système alimentaire de votre communauté.
- De fortes compétences en matière d'animation de discussion entre diverses parties prenantes et dans la gestion de tensions et de conversations difficiles.
- Une connaissance approfondie de la juridiction et des processus politiques de votre gouvernement local.

Dans certaines communautés, un coordonnateur communautaire est soutenu financièrement dans son rôle de coordination/facilitation, financé par la Ville ou par une subvention spécifique. Dans d'autres collectivités, la gouvernance locale a mené l'élaboration d'une stratégie alimentaire et le personnel de la ville est chargé de coordonner le processus.

Étant donné que le succès dépend à la fois d'une contribution diversifiée et d'un soutien généralisé à la stratégie alimentaire au niveau de la gouvernance locale ET au sein des groupes communautaires, un modèle de cogouvernance est fortement recommandé, avec un poste identifié et soutenu financièrement, à la fois dans la communauté et au sein du gouvernement local, lesquels travaillent ensuite ensemble de manière non hiérarchique, dans le cadre de rôles convenus qui reflètent leur expertise.

2. Identifier TOUS les acteurs pertinents du système alimentaire

Ceci peut être accompli par un exercice de recensement des parties prenantes si nécessaire.

- Qui devrait participer ?
- Quelles sont les motivations de ceux qui veulent participer ?
- Quels secteurs ou groupes pourraient être intéressés ? Pour quelles parties de la stratégie alimentaire ?
- Quelles sont les incitations possibles à la participation ?
- Quels sont les obstacles à la participation ?
- Quels sont les meilleurs moyens de faire participer différents groupes de personnes dans différents secteurs ?

Remarque : les étapes 2 et 3 sont des processus itératifs, étant donné que les obstacles à la participation doivent être évalués avant de formaliser une structure de gouvernance. Cependant, un processus de collaboration doit déterminer qui doit être impliqué.

3. Créer une structure de gouvernance collaborative

La création d'une structure de gouvernance collaborative avec diverses parties prenantes dès le début du processus de stratégie alimentaire aboutira à une stratégie alimentaire communautaire qui pourra s'inscrire dans les politiques et les budgets des gouvernements locaux ainsi que dans les pratiques des groupes de la société civile, des institutions et des agences qui sont liées aux enjeux du système alimentaire. La prise en compte des liens avec les politiques régionales, provinciales et même nationales renforcera également les initiatives locales (Moragues et al., 2013).

Engagement communautaire

Définition *Engagement axé sur les décisions : Les parties prenantes de la communauté participent aux activités d'engagement parce qu'elles pensent que leurs opinions influenceront les décisions prises. Un engagement communautaire efficace indique clairement quelle décision est prise et comment la participation des parties prenantes a influencé la décision.*

Source: *Community Engagement Framework* de la ville de Guelph, Bishop et al., 2015, p. 7



L'engagement communautaire doit suivre un processus cohérent en toute transparence, qui permet aux membres de la communauté de comprendre comment et pourquoi une décision est prise. La meilleure façon d'y parvenir est d'intégrer l'engagement communautaire dans le processus décisionnel tout au long de l'élaboration d'une stratégie alimentaire (Bishop et al., 2015).

Les communautés dotées de stratégies alimentaires rigoureuses ont démontré à quel point il est important de prendre le temps d'inclure les diverses voix de la communauté dans l'élaboration de leur stratégie alimentaire et de faire de l'engagement communautaire une partie intégrante de l'ensemble du processus, en utilisant une variété d'outils d'engagement :

- Au début du processus de stratégie alimentaire, l'engagement peut être utilisé pour partager des informations, obtenir un appui pour la stratégie alimentaire et inciter la participation d'autrui.
- En cours de route, la communauté peut être engagée dans des activités qui permettent une prise de décision en collaboration avec des petits groupes qui peuvent apporter leur expertise sur des sujets spécifiques.
- Diverses parties prenantes peuvent être invitées à donner leur avis en ligne et dans des ateliers sur les versions préliminaires de la stratégie alimentaire.
- L'engagement communautaire peut être utilisé pour partager et diffuser la stratégie alimentaire finale afin d'obtenir l'approbation de la communauté et encourager une plus grande participation à la réalisation des actions proposées dans la stratégie.
- Un engagement plus large peut faire partie du suivi et de l'évaluation de toutes les actions de la stratégie.

Plusieurs gouvernements locaux ont utilisé l'Association internationale pour la participation publique (**International Association for Public Participation (IAP2)**), qui fournit des suggestions sur les fondements d'une participation publique efficace (encadré 1).

La ville de Vancouver a utilisé l'IAP2 pour élaborer ses principes de consultation pour la stratégie alimentaire de Vancouver (encadré 2), et pour créer des valeurs fondamentales générales de participation publique, ainsi que des principes directeurs pour l'engagement communautaire pour l'ensemble de la ville. La ville a utilisé ces valeurs et ces principes directeurs dans l'élaboration de sa stratégie alimentaire.

Encadré 2 - Stratégie alimentaire de Vancouver - Principes de consultation

- Engager des communautés ethno-culturelles diverses (y compris par la traduction de documents en plusieurs langues).
- Engager des communautés diverses sur le plan socio-économique, sur le plan de l'âge, et les communautés plus difficiles à atteindre par le biais de la narration.
- Mettre l'accent sur la collaboration et les partenariats
- Créer des outils et des ressources qui peuvent être utilisés au-delà du processus de consultation.



Pour en savoir plus sur la façon dont Vancouver a procédé : [Vancouver Food Strategy, 2013 p.18](#)

Les occasions de partager ouvertement les connaissances et les expériences sont essentielles pour parvenir à une compréhension commune de la direction que prendra la municipalité (Moragues et al., 2013). Cela prépare également le terrain pour une collaboration continue dans la mise en œuvre de la stratégie alimentaire.

Il est de la plus haute importance de prévoir suffisamment de temps pour le processus d'engagement. Les communautés ont mis de 18 mois à 4 ans pour élaborer leur stratégie alimentaire, la plupart ayant besoin d'environ deux ans pour l'ensemble du processus. Ne pas accorder suffisamment de temps peut entraîner un manque d'adhésion une fois la stratégie alimentaire finalisée (Beckie et al 2013, 25).

Outils de participation

Sondages en ligne

- **Enquête d'opinion publique** : Une enquête destinée au grand public pourrait poser une série de questions afin de commencer à dresser un tableau du système alimentaire local. Les questions peuvent inclure :
 - Comment les résidents participent-ils au système alimentaire local ?
 - Quelles difficultés ont été rencontrées avec les politiques et les règlements liés à l'alimentation ?
 - Quelles sont les initiatives alimentaires qui intéressent les résidents (p. ex. compost alimentaire, jardins communautaires) ?
 - Quels sont les aliments consommés et où les trouve-t-on ?

- **Sondage auprès de groupes cibles** : Thunder Bay a partagé un sondage avec les personnes à faible revenu pour les interroger sur leur expérience en matière d'accès aux aliments. Ce sondage a contribué à l'élaboration d'une section de la stratégie alimentaire portant sur l'accès aux aliments. Edmonton a distribué un sondage ciblant les propriétaires fonciers et en a également tenu compte dans l'élaboration de sa stratégie alimentaire et agricole.
- **Sondage en ligne en conjonction avec une autre activité** : Edmonton a utilisé un sondage en ligne dans le cadre d'une journée portes ouvertes pour permettre aux résidents de faire part de leurs commentaires sur une version préliminaire des orientations stratégiques et des recommandations de la stratégie alimentaire qui ont été présentées lors de la journée portes ouvertes.

Groupes de discussion et ateliers

- Les collectivités peuvent souhaiter entendre les résidents qui ont une grande expertise ou un grand intérêt pour des questions politiques particulières, ainsi que ceux qui sont les plus touchés par les mesures que la stratégie alimentaire peut prendre.
- Les ateliers peuvent être utilisés pour présenter les objectifs de la stratégie alimentaire, discuter de la manière de rendre les objectifs réalisables et de la manière d'aborder et de mettre en œuvre une stratégie alimentaire au niveau du gouvernement local.
- Les communautés ont utilisé des tables rondes, ou des discussions de type *kitchen table talks*, pour cibler des groupes spécifiques de personnes qu'elles souhaitent entendre.

Récit (ou Storytelling)

Des événements axés sur le récit ou des opportunités en ligne peuvent être utilisés pour inclure des communautés spécifiques. En collaboration avec les organisations communautaires qui ont déjà des relations bien établies, l'engagement de la stratégie alimentaire peut impliquer des communautés ethnoculturelles diverses, des groupes d'âge spécifiques et des communautés plus difficiles à atteindre, afin de s'assurer que leurs voix et leurs expériences sont présentes dans le développement de la stratégie alimentaire. Dans le cadre de ses activités d'engagement communautaire Talk Food With Us, la ville de Vancouver a eu recours à la narration d'histoires pour entendre et documenter l'expérience vécue de certaines communautés (voir l'image ci-dessous - Vancouver - Source : Vancouver Food Strategy 2013, p.19), qu'elle a intégrée à certaines parties de sa stratégie alimentaire.

L'outil Leap Frog peut être utilisé pour écouter les communautés et recueillir leurs histoires.



Source: [Vancouver Food Strategy 2013, p.19](#)

Évènements

Les événements publics ou sur invitation seulement peuvent être utilisés pour partager et recueillir des informations auprès du grand public et de groupes spécifiques de personnes. Des forums sur l'alimentation, des sommets sur l'alimentation ou des conférences sur l'alimentation peuvent être organisés pour sensibiliser, créer des réseaux et susciter l'adhésion à une stratégie alimentaire et à des questions liées à l'alimentation. Une journée portes ouvertes peut servir de « vérification communautaire » pour présenter ce qui a été entendu dans le cadre d'autres activités d'engagement communautaire. À Hamilton, cette méthode a été utilisée et les participants ont reçu une « feuille d'évaluation des idées » pour partager leurs commentaires. Thunder Bay a organisé une journée portes ouvertes après la présentation de l'ébauche de sa stratégie alimentaire afin de recueillir des commentaires, ainsi que des suggestions sur les objectifs et les recommandations. Yellowknife a organisé une journée portes ouvertes sous forme de forum communautaire afin de présenter la deuxième version de sa stratégie alimentaire et de recueillir des commentaires pour le document final.

Panel de résidents

Edmonton a fait appel à un panel de résidents pour impliquer 65 résidents qui ont participé à des sessions hebdomadaires sur une période de six semaines. Les résidents ont été choisis au hasard et se sont réunis en petits groupes pour discuter de questions liées à l'alimentation. La ville a collaboré avec le *Centre for Public Involvement* de l'Université de l'Alberta pour évaluer ce qui a été partagé et prendre en compte les recommandations des résidents pour leur stratégie alimentaire et agricole en évolution.

Engagement en ligne et médias sociaux

Une présence en ligne pour l'élaboration d'une stratégie alimentaire communautaire permet de réaliser des sondages en ligne, de sensibiliser et de partager des informations sur les activités d'engagement. Yellowknife a affiché son projet de stratégie alimentaire en ligne pour recueillir des commentaires, qui ont ensuite été intégrés à la stratégie finale. Les médias sociaux sont devenus une partie essentielle de nos vies et peuvent jouer un rôle important dans la mobilisation de différentes populations tout au long de l'élaboration d'une stratégie alimentaire.

Leçons apprises

- Tout le monde n'a pas à, ni ne peut, rencontrer tous les acteurs du système alimentaire pour faire ce travail. Cela serait inefficace, et les gens se désintéresseront.
- Il est essentiel d'inciter les parties prenantes à apporter leur contribution autrement que par des réunions.
- Chaque section de la stratégie alimentaire doit avoir son propre plan de participation et d'engagement, en lien avec les méthodes de travail déjà utilisées dans votre communauté.
- Dans certains domaines, selon la taille de votre communauté et le nombre de parties prenantes, un réseau de réseaux peut être envisageable pour contribuer à la gouvernance en tenant compte des structures existantes de votre communauté et en se fondant sur celles-ci.
- Bien que idéalement une stratégie alimentaire complète serait conçue dans votre communauté, si vos ressources et votre intérêt ne vous permettent d'aborder qu'un seul thème central pour le moment, faites-le!

Étude de cas : San Diego Food Vision 2030



La San Diego Food System Alliance est un exemple tout à fait inspirant de la création d'une stratégie alimentaire efficace grâce à une approche inclusive d'engagement communautaire. Cette communauté a créé un site web interactif qui permet aux membres de la communauté à la fois de développer des actions et de faire le suivi des actions définies. La participation au niveau du quartier a été facilitée par un partenariat avec des organismes communautaires qui travaillaient déjà dans chaque quartier. Le storytelling a été un outil important, les histoires de la collectivité étant également partagées en ligne. Cette communauté a structuré sa stratégie alimentaire de manière à créer un mouvement transformateur continu en plus de produire un plan.



Laissez-vous inspirer par [leur approche ici](#) (en anglais).

Défis courants

Dépendance à l'égard d'une seule partie prenante

Bien que des responsabilités claires en matière de facilitation et de gouvernance de la stratégie alimentaire doivent être établies, une dépendance excessive à l'égard d'une seule personne, d'une seule personnalité politique, d'un seul ministère ou d'une seule agence pour fournir des informations ou mettre en œuvre les actions de la stratégie alimentaire peut rendre cette dernière vulnérable aux changements de personnel et de mandat. Cela met en évidence l'importance de l'implication de plusieurs parties prenantes et du d'un soutien financier diversifié, ainsi que l'importance d'intégrer une approche globale de stratégie alimentaire dans les priorités interministérielles et d'avoir la participation du gouvernement local.

Ce défi n'a rien à voir avec les personnes, les politiciens ou les organismes de toutes nos communautés qui, en premier lieu, ont défendu l'élaboration d'une stratégie alimentaire.

Relations entre les parties prenantes

Les désaccords et les relations compliquées entre les parties prenantes peuvent entraver le développement et la mise en œuvre de la stratégie alimentaire. Dans un environnement interministériel et multipartite, ces défis peuvent être relevés grâce à des processus de facilitation rigoureux et à la médiation ou d'autres moyens créatifs de règlements de conflits, si nécessaire.

Les modèles de co-gouvernance et les limites à la durée d'un mandat dans les groupes de politique alimentaire peuvent faciliter les transitions de leadership.

Incertitude due à un changement politique

L'incertitude peut être causée par des changements au sein du gouvernement local. Ces changements peuvent être positifs, si une nouvelle administration est favorable à la planification des systèmes alimentaires, mais peuvent aussi être problématiques si le soutien diminue et si les priorités ou le financement changent. L'intégration du plan de travail dans les mandats de chaque gouvernement local et dans les mandats successifs des dirigeants au niveau communautaire est essentielle pour maintenir une succession solide, cette dernière étant essentielle à un changement efficace, durable et transformateur.

Quelle est la place de la stratégie alimentaire ?

Les stratégies alimentaires sont complexes et doivent trouver la bonne « position » au sein d'une structure de gouvernement local. Cette position devra permettre un équilibre entre les politiques alimentaires spécifiques, qui peuvent nécessiter une planification à part, et les plans et politiques plus larges. Par exemple, la planification de l'élimination des déchets/surplus alimentaires ou de l'approvisionnement alimentaire peut également s'inscrire dans des plans de développement environnemental ou économique plus larges.

Certaines questions et politiques relatives au système alimentaire dépasseront le mandat direct du gouvernement local. Une collaboration étroite et continue avec un groupe de politique alimentaire, dans lequel sont représentés divers secteurs et intérêts, peut faciliter ce travail complexe.

De plus, l'administration locale peut jouer un rôle moteur en défendant des questions qui tombent en dehors de sa juridiction auprès des gouvernements provinciaux et nationaux et d'autres intervenants du système alimentaire.

Les collectivités reconnaissent qu'elles ne peuvent plus relever les défis des systèmes alimentaires par le biais d'un seul secteur, comme l'agriculture ou la santé. Les collectivités adoptent maintenant une approche intégrée de la gouvernance des systèmes alimentaires à l'échelle locale et créent des occasions de travailler avec plusieurs départements et juridictions et par le biais de la cogouvernance avec la communauté. Cela correspond à l'appel du MUFPP, qui demande aux municipalités de développer des approches intégrées et collaboratives pour répondre aux besoins complexes des systèmes alimentaires d'aujourd'hui.

Soutien institutionnel

Les administrations locales doivent être prêtes à appuyer la stratégie alimentaire et à donner aux agents et aux élus les moyens de traiter efficacement les questions alimentaires à tous les postes et dans tous les services concernés. Les agents et les équipes interministérielles doivent comprendre comment leurs rôles et responsabilités s'inscrivent dans le cadre du système alimentaire et de la stratégie alimentaire.

Signature du MUFPP

Un autre outil pour mobiliser les dirigeants institutionnels est de leur demander d'inscrire votre communauté au Pacte de Milan sur les politiques alimentaires urbaines, comme l'ont fait Vancouver, Toronto et Montréal.



Pour en savoir plus sur comment faire, veuillez consulter ici (en anglais).

Durabilité

L'adoption d'une approche collaborative permanente entre les divers intervenants, de la conception à la mise en œuvre et au suivi, peut protéger la stratégie alimentaire contre les changements d'administration politique locale et de politique provinciale, ainsi que contre les ralentissements économiques ou les événements imprévus, comme la récente pandémie mondiale.

Les ressources en personnel et les fonds doivent rester disponibles, tant au niveau de l'administration locale que de la communauté, pour mettre en œuvre les mesures à prendre. Certaines communautés ont rencontré des difficultés à ce niveau lorsque le financement d'un poste de coordonnateur de la stratégie alimentaire prend fin et que personne n'est directement responsable de la continuité de la mise en œuvre des actions.

Il est plus mieux possible de s'assurer que les fonds et les ressources humaines sont disponibles pour la mise en œuvre d'une stratégie alimentaire lorsque les principales parties prenantes et les bailleurs de fonds s'investissent collectivement. Un engagement régulier avec les parties prenantes et les bailleurs de fonds leur permet de reconnaître la valeur du travail de la stratégie alimentaire.

Certaines stratégies alimentaires ont été conçues et mises en œuvre avec des fonds limités dans le temps grâce à des subventions, puis ont développé leur crédibilité pour ensuite recevoir un financement renouvelable de la part du gouvernement local et d'autres bailleurs de fonds communautaires.

Résumé des leçons apprises

Les communautés impliquées dans les stratégies alimentaires ont trouvé utile de faire ce qui suit :

- Assurer une bonne co-gouvernance et un bon financement à travers le gouvernement local et la communauté
- Investir suffisamment de temps dans le processus
- Orienter le travail vers le développement de relations et de partenariats
- Cultiver le leadership et les ambassadeurs de divers groupes au sein des parties prenantes.
- Travailler sous plusieurs angles à la fois (faire participer autant que possible).
- Reconnaître que développer un engagement fort de la part de la communauté est un processus continu et crucial.
- Effectuez régulièrement une analyse des parties prenantes afin de vous assurer que toutes les personnes impliquées dans le système alimentaire et touchées par celui-ci participent, que leurs voix sont entendues et que leurs idées sont intégrées.
- Utiliser des histoires dans le cadre de la stratégie et de l'évaluation.
- Évaluer et suivre le travail
- Garder le travail axé sur l'action
- Veillez à ce que le plan de mise en œuvre soit adaptable, y compris les objectifs à court et à long terme.
- Collecter et partager les données
- Contrôler et suivre l'impact économique et social dans le cadre des mesures.

(Comprenant des idées de MacRae, R., & Donahue, K., 2013; Halliday et al., 2019, Shapiro et al., 2015)

Compilation et analyse des politiques alimentaires d'un océan à l'autre liées aux thèmes centraux du MUFPP



Dans le cadre de cette trousse à outils, le FCN-RCN a produit un fichier Excel qui décrit en détail les stratégies alimentaires que l'on trouve d'un océan à l'autre. Le premier onglet énumère les communautés dont les stratégies alimentaires ont fait l'objet d'une recherche au cours de l'élaboration de cette trousse, et fournit des liens Internet pour y accéder.



Les onglets suivants représentent les 6 thèmes fondamentaux du MUFPP, avec des actions et des indicateurs pour chaque thème, ainsi que des exemples de la façon dont les stratégies alimentaires d'un océan à l'autre mettent en œuvre ces actions et ces indicateurs et agissent en fonction de ceux-ci.

Cliquez ici pour consulter ce document

Si votre communauté a également une stratégie alimentaire qui n'est pas encore incluse, veuillez contacter info@fcn-rcn.ca afin que nous puissions inclure des liens vers celle-ci.

Liste des communautés qui ont été incluses à ce jour :

Calgary	Nunavut	Vancouver Metro
Edmonton	Peterborough	<i>Vancouver Neighbourhood Food Network (VNFN)</i>
Halton Region	Revelstoke	Victoria and de sa région
Hamilton	Saanich, Île de Vancouver - District	Whitehorse
Kamloops	Saskatoon	Yellowknife
Premières nations Lil'wat	Thunder Bay et de sa région	Région de York
Markham	Toronto	
Montréal	Vancouver	

Références

Les références sont disponibles seulement en anglais.

Beckie, M. A., Hanson, L., & Schrader, D. (2013). Farms or Freeways? Citizen Engagement and Municipal Governance in Edmonton's Food and Agriculture Strategy Development. *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, 4(1), 15-31-15-31. <https://doi.org/10.5304/jafscd.2013.041.004>

Behrens, P., T. Bosker and D. Ehrhardt. (2020) *Food and Sustainability*. New York: Oxford University Press

Bishop, K., Goller, R., & Guthrie, K. (2015). Community Engagement Framework—City of Guelph. https://guelph.ca/wp-content/uploads/CEF_Framework_2015.pdf

Carey, J., & Cook, B. (2021). THE MILAN URBAN FOOD POLICY PACT MONITORING FRAMEWORK A practical handbook for implementation. Food and Agriculture Organization. <http://www.fao.org/3/cb4181en/cb4181en.pdf>

Davies, S. (2020). SUSTAINABLE FOOD PLACES ACTION PLANNING Turning vision into reality. https://www.sustainablefoodplaces.org/resources/files/SFP_Toolkit/Action_Planning.pdf

Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). (2018). THE ROLE OF CITIES IN THE TRANSFORMATION OF FOOD SYSTEMS: SHARING LESSONS FROM MILAN PACT CITIES. <http://www.fao.org/3/ca0912en/CA0912EN.pdf>

Halliday, J., Torres, C., & van Veenhuizen, R. (2019, October). Food Policy Councils: Lessons on inclusiveness. *Urban Agriculture Magazine*, 36, 3-5.

Hatfield, M. M. (2012). City Food Policy and Programs: Lessons Harvested from an Emerging Field (p. 56). City of Portland Oregon, Bureau of Planning and Sustainability. https://www-static.bouldercolorado.gov/docs/City-Food-Policy-Programs-web1-1-201304101132.pdf?__cf_chl_captcha_tk__=pmd_SOoq.jQ84JbW5_yU8rvQ5fH_OVI3AL49PTUmkkiTc2A-1633927295-0-gqNtZGzNA1CjcnBszQjI

Harper, A., Shattuck, A., Holt-Giménez, E., Alkon, A., & Lambrick, F. (2009). Food Policy Councils: Lessons learned. Food First Institute for Food and Development Policy. <https://foodfirst.org/publication/food-policy-councils-lessons-learned/>

Hawkes, C., & Halliday, J. (2017). WHAT MAKES URBAN FOOD POLICY HAPPEN? Insights from five case studies. International Panel of Experts on Sustainable Food Systems. http://www.ipes-food.org/_img/upload/files/Cities_full.pdf

Koc, M., J. Sumner and A. Winson. 2016. *Critical Perspectives in Food Studies*. 2nd ed. Don Mills, Ontario: Oxford University Press.

Konefal, J. and M. Hatanaka. (2018). *Twenty Lessons in the Sociology of Food and Agriculture*. New York: Oxford University Press.

Kuhlmann, A. E. (2017). Barriers to Implementing a Successful Urban Food Strategy in Amsterdam: Exploring the nature of Amsterdam's approach to food policy and its limits for success. University of Amsterdam.

MacRae, R., & Donahue, K. (2013). Municipal Food Policy Entrepreneurs: A preliminary analysis of how Canadian cities and regional districts are involved in food system change. Toronto Food Policy Council, Vancouver Food Policy Council, CAPI. <https://foodsecurecanada.org/resources-news/resources-research/municipal-food-policy-entrepreneurs>

Mansfield, B., & Mendes, W. (2013). Municipal Food Strategies and Integrated Approaches to Urban Agriculture: Exploring Three Cases from the Global North. *International Planning Studies*, 18(1), 37-60. <https://doi.org/10.1080/13563475.2013.750942>

Références

Moragues, A., Morgan, K., Moschitz, H., Neimane, I., Nilsson, H., Pinto, M., Rohrer, H., Ruiz, R., Thuswald, M., Tisenkopfs, T. and Halliday, J. (2013) Urban Food Strategies: the rough guide to sustainable food systems. Document developed in the framework of the FP7 project FOODLINKS (GA No. 265287)

https://www.foodlinkscommunity.net/fileadmin/documents_organicresearch/foodlinks/publications/UFS-Guide-Summary-Recommendations.pdf

Santo, R., Yong, R., & Palmer, A. (2014). Collaboration Meets Opportunity: The Baltimore Food Policy Initiative. *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, 4(3), 193-208-193–208. <https://doi.org/10.5304/jafscd.2014.043.012>

Shapiro, L. F., Hoey, L., Savas, S. A., & Colasanti, K. (2015). You can't rush the process: Collective impact models of food systems change. (p. 19). Michigan State University Center for Regional Food Systems.

https://www.canr.msu.edu/foodsystems/uploads/files/Michigan_Good_Food/Collective_Impact_Models_of_Food_System_Change.pdf

Sonnino, R. (2009). Quality Food, Public Procurement, and Sustainable Development: The School Meal Revolution in Rome. *Environment and Planning A: Economy and Space*, 41(2), 425–440. <https://doi.org/10.1068/a40112>

Sustainable Food Places. (2021). Sustainable Food Places Toolkit. Sustainable Food Places. <https://www.sustainablefoodplaces.org>